

Toujours les  
mêmes problèmes

Cahier Santé, page C1



1



4

Cahier Sports, page 3

Le fantastique  
Dumas

Cahier Lectures, page B1



MONTRÉAL | DIMANCHE 7 AVRIL 2002 | LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE | 118<sup>e</sup> ANNÉE > NO 164 > 52 PAGES > 4 CAHIERS | 65 ¢ TAXES EN SUS | EST ET NORD-OUEST DU QUÉBEC > HULL-OTTAWA > 70¢ | FLORIDE 1,75 \$ U.S.

# Le Canada ouvrira son marché aux textiles africains

ISABELLE DUCAS  
Presse Canadienne

**BAMISHI, Nigéria** – Le Canada éliminera bientôt les barrières tarifaires qui s'appliquent aux produits provenant des pays pauvres, afin de leur permettre un meilleur accès au marché canadien et ainsi favoriser leur développement, a annoncé hier le premier ministre Jean Chrétien, en visite dans un village nigérian.

« Je pense que nous allons permettre l'entrée des textiles et des produits de cette nature-là qui viennent des pays les plus pauvres dans les plus brefs délais, a dit M. Chrétien, au cours d'un point de presse, après sa visite de Bamishi, un village traditionnel planté au milieu de la savane. Combien de temps ça va prendre, je ne le sais pas. »

Actuellement, le Canada est le pays qui impose les barrières tarifaires les plus élevées de tout le G8 sur les produits provenant des pays pauvres.



Le premier ministre Jean Chrétien et sa femme regardent l'air amusé un nouveau-né dans un village près d'Abuja, au Nigeria, hier, au cours de la tournée africaine du chef du gouvernement fédéral pour promouvoir le développement du tiers-monde.

Voir TEXTILES en A2

# Blair appuie le « retrait sans délai » de Bush

Agence France-Presse

**CRAWFORD, Texas** — Le président George W. Bush a mis en demeure Israël de retirer ses troupes « sans délai » des villes palestiniennes, une injonction appuyée par le premier ministre britannique Tony Blair, hier lors de leur sommet au Texas.

« Nous sommes tombés d'accord pour dire qu'Israël devrait stopper ses incursions en territoires sous contrôle palestinien et entamer un

retrait sans délai des villes récemment occupées », a déclaré M. Bush.

« Je m'attends à ce qu'Israël se plie à mon appel et je m'attends à ce que les Palestiniens rejettent la terreur », a ajouté le président, en renouvelant ses critiques à l'égard du président Yasser Arafat. Il a enjoint ce dernier à « ordonner un cessez-le-feu immédiat et effectif, réprimer les réseaux de la terreur » et « dénoncer publiquement en arabe » le terrorisme.

Le président des États-Unis s'est ainsi exprimé lors d'une conférence de presse commune avec M. Blair, avec lequel il a passé la soirée de vendredi et la matinée d'hier en discussions informelles dans le ranch présidentiel, voisin du village de Crawford, au Texas.

Il s'est en outre entretenu au téléphone pendant 20 minutes hier avec le premier ministre d'Israël, Ariel Sharon, pour appuyer sa demande d'un retrait immédiat des forces israéliennes.

« Il a dit au premier ministre

qu'Israël doit faire des progrès maintenant et qu'Israël devait désamorcer la situation afin que la diplomatie puisse fonctionner », a déclaré un haut responsable sous couvert de l'anonymat.

M. Sharon a assuré le président Bush par téléphone qu'Israël essaiera de mettre un terme rapide à ses opérations militaires, a indiqué de son côté le bureau du premier ministre Sharon.

Voir BLAIR en A2

# Harper s'attelle à rebâtir l'Alliance

JOËL-DENIS BELLAVANCE

**EDMONTON** - L'Alliance canadienne est loin d'être au bord de l'agonie, a soutenu hier le nouveau chef allianciste Stephen Harper, qui a martelé à plusieurs reprises que son parti est là pour rester.

Dans son premier discours d'importance devant les militants de son parti, M. Harper s'est engagé à rebâtir l'Alliance canadienne au cours des prochains mois afin de faire la lutte aux libéraux de Jean Chrétien aux prochaines élections.

Et il a aussi durci le ton à l'endroit de son adversaire du Parti conservateur, Joe Clark, qu'il doit rencontrer mardi afin de discuter des moyens qui s'offrent aux deux partis de présenter un candidat unique au prochain scrutin.

« L'Alliance canadienne est forte et l'Alliance canadienne est là pour rester », a déclaré M. Harper sous les applaudissements nourris des 1000 militants réunis en congrès de trois jours qui a pris fin hier dans la capitale albertaine.

Le nouvel allianciste a répété cette formule une dizaine de fois, cherchant manifestement à rassurer les membres du parti quant à l'avenir de sa formation, après des mois de bisbille qui ont fait plonger le parti dans les sondages.

Voir HARPER en A2

## AUJOURD'HUI DANS LA PRESSE

Arts et spectacles	B6-B9	La presse d'ailleurs	A10
- télévision	B6	Loteries	A2, A4
À tire-d'aile	B10	Monde	A7
À votre tour	A13	Mots croisés	C6, C7
Bandes dessinées	C7	Mot mystère	11
Bridge	C10	Petites annonces	C8
Décès	C11	- immobilier	C8
Éditorial	A12	- marchandises	C9
Étes-vous observateur?	C8	- emplois	C9
Feuilleton	C7	- automobile	C9-C11
Forum	A11	- affaires	C11
Génies en herbe	C6	Politique	A4
Horoscope	C11	Sciences	C12
La Presse Affaires	A8	Têtes d'affiche	C6
		Vos finances personnelles	A9

**MÉTÉO** Voir S16  
Percées de soleil  
Maximum 2 > minimum 0



# Les visiteurs de Yasser Arafat

**S**amedi dernier, tout juste avant l'arrivée de José Bové dans le quartier général de Yasser Arafat à Ramallah, Adam Shapiro, un juif de Brooklyn, a pris le petit-déjeuner avec le leader palestinien, une rencontre médiatisée qui lui a valu d'être comparé à John Walker Lindh, son compatriote qui a combattu aux côtés des talibans en Afghanistan.

Marié à une Américaine de souche palestinienne, Shapiro, 30 ans, vit à Ramallah depuis deux ans et demi, oeuvrant dans des organisations locales. Vendredi dernier, il s'est retrouvé chez Arafat supposément pour évacuer des blessés. Le lendemain matin, sa démarche « humanitaire » est devenue un show médiatique, quand le chef palestinien l'a invité à partager son pain. Plus tard, devant les journalistes, Shapiro a comparé les soldats israéliens aux « nazis », qui vont « de porte en porte » pour traquer leurs ennemis.



**RICHARD HÉTU**  
collaboration spéciale  
**LA PRESSE À NEW YORK**

de Brooklyn. La semaine dernière, ils ont dû quitter leur maison après avoir reçu des menaces de mort.

L'organisation juive Anti-Defamation League a dénoncé ces menaces « sérieuses et sinistres ». La page éditoriale du *New York Times* a fait de même: « Aucun motif politique, réel ou imaginé, ne peut justifier les menaces à la famille Shapiro. Prétendre le contraire est penser comme un terroriste. »

Pour sa part, Adam Shapiro s'est défendu d'être un traître à *Today*, la plus populaire des émissions matinales à la télévision américaine. En direct de Ramallah, il a dit: « Je suis un être humain. Et la cause palestinienne est une cause humaine. »

Shapiro s'est également dit un apôtre de la non-violence, dans la lignée des Gandhi, des Martin Luther King.

Voir VISITEURS en A4

**En avril, il fera très beau.**  
Dès le 24 avril, le Cirque du Soleil présente son tout nouveau spectacle au Vieux-Port de Montréal.

**CIRQUE DU SOLEIL.**  
Réservez sans tarder votre place au soleil!  
Réseau Admission: (514) 790-1245 ou 1 800 361-4595  
cirquedusoleil.com

1 > DEMAIN DANS LA PRESSE

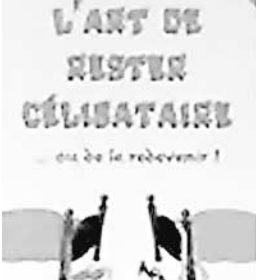


Jean-François Pichette

Les personnages qu'on doit tout le temps sermonner, remettre à l'ordre, qu'on ridiculise, Jean-François Pichette connaît. Pensez à Mayrand de la télésérie *Fortier*, au pauvre Mike Belzile dans *Montréal P.O.*, mais aussi, à Jean-Louis Gagnon dans *Les Poupées russes*, ce père de famille qui aimerait mieux ne pas en être un. « J'aime mes personnages même plein de défauts. Plus ils en ont, plus j'ai envie de les défendre face à l'univers entier », dit le comédien.

À lire demain dans le cahier *Arts et Spectacles*

2 > AUJOURD'HUI SUR CYBERPRESSE



> Toutes nos critiques de livres [cyberpresse.ca/livres](http://cyberpresse.ca/livres)

> La chronique de Paul Roux [cyberpresse.ca/paulroux](http://cyberpresse.ca/paulroux)

> Mode, santé, habitation, architecture, etc. [cyberpresse.ca/tendances](http://cyberpresse.ca/tendances)

3 > À VENIR CETTE SEMAINE



> Cinéma maison

*Serendipity*, *Maybe Baby* et les autres sorties vidéo de la semaine, demain dans le cahier *Arts et Spectacles*



> BMW Série 3 Touring

Une berline qui vient de se muter en une familiale attrayante, demain dans la section *Auto*



> Vers les séries

Compte rendu de l'important match du Canadien à Ottawa, demain dans le cahier *Sports*

POUR NOUS JOINDRE

La Presse / cyberpresse.ca, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (OC) H2Y 1K9



	TÉLÉPHONE	TÉLÉCOPIEUR	COURRIEL	HEURES D'OUVERTURE
<b>RÉDACTION</b>		(514) 285-6808	redaction@lapresse.ca commentaires@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h 15 à minuit Sam: 10h à minuit Dim: 10h à minuit
Actuel	(514) 285-7070	(514) 285-6808	actuel@lapresse.ca	
Arts et Spectacles		(514) 285-4814	arts@lapresse.ca	
Économie		(514) 285-4809	economie@lapresse.ca	
Montréal Plus		(514) 285-6808	montrealplus@lapresse.ca	
Sports		(514) 350-4854	sports@lapresse.ca	
Éditorial, Forum	(514) 285-7027	(514) 285-4816	forum@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 9 h à 17 h
<b>CYBERPRESSE</b>	(514) 285-7070	(514) 285-7123	commentaires@cyberpresse.ca	Lundi au vendredi: 6 h à 2 h Samedi et dimanche: 7 h à 2 h
<b>ABONNEMENT</b>	(514) 285-6911 / 1-800-361-7453	(514) 285-7039	abonnement@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 6 h 30 à 17 h 30 Sam: 7 h à midi / Dim: 7 h à 11 h
<b>PETITES ANNONCES</b>	(514) 987-8363 / 1-866-987-8363	(514) 848-6287	petitesannonces@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h 00 à 17 h 30
<b>PAGES ANNIVERSAIRES / ARCHIVES PHOTO</b>	(514) 285-7364	(514) 285-6988	archives@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 9 h à 17 h
<b>PUBLICITÉ</b>				
Décès et remerciements	(514) 285-6816	(514) 350-4875	deces@lapresse.ca	Lundi au jeudi: 8 h 30 à 21 h Vendredi: 8 h 30 à 20 h 30 Samedi et dimanche: 14 h à 18 h
Carrières et professions	(514) 285-7320	(514) 499-2053	carrieres@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h 30 à 17 h 30
National et voilà!	(514) 285-7306	(514) 845-8129	-	Lundi au vendredi: 8 h 30 à 17 h 30
Vente au détail	(514) 285-6931	(514) 845-5830	-	Lundi au vendredi: 8 h 30 à 17 h 30

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. Envois de publication canadienne Contrat de vente numéro 0531650 Port de retour garanti. (USPS003692) Champlain N.Y. 12919-1518

LOTERIES | LA QUOTIDIENNE > À trois chiffres: 6-5-0 > À quatre chiffres: 0-3-7-1 | LOTO 6/49 > 1-11-14-18-20-38 Compl.: 37 > Extra: 3-7-8-4-7-8

SUITES DE LA UNE

TEXTILES

Suite de la page A1

Ces tarifs imposés aux importations, qui varient entre 16 et 19 %, nuisent aux pays en développement parce qu'ils nuisent à leur compétitivité, a exhorté un haut fonctionnaire du gouvernement.

Parmi les 48 pays les moins développés de la planète, on en compte 36 en Afrique. Le continent africain est celui qui souffre le plus des tarifs qui restreignent l'accès au marché canadien pour les produits importés.

Le premier ministre Chrétien est en Afrique pour une tournée de 11 jours au cours de laquelle il consulte plusieurs leaders du continent sur les mesures à adopter pour leur venir en aide.

L'élimination des barrières tarifaires par les pays occidentaux est une demande de longue date des pays pauvres, qui y voient un frein à leur développement. Les pays les plus démunis doivent pouvoir augmenter les ventes de leurs produits sur les marchés internationaux pour pouvoir améliorer les conditions de vie de leurs citoyens, disent-ils.

Cette demande fait partie du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), un projet mis de l'avant par plusieurs dirigeants africains.

Le sujet fait l'objet d'intenses discussions ces jours-ci entre le premier ministre Chrétien

et plusieurs leaders de pays africains. Depuis mercredi, en voyage en Afrique, M. Chrétien a discuté de la question avec les dirigeants du Maroc, de l'Algérie et du Nigeria. Au cours des prochains jours, il rencontrera les présidents de l'Afrique du Sud, — il est arrivé hier soir à Pretoria — de l'Éthiopie et du Sénégal.

Le premier ministre canadien effectue cette visite à titre de président du G8, pour préparer le sommet des huit pays les plus industrialisés, qui aura lieu en Alberta en juin. L'aide à l'Afrique sera l'un des thèmes majeurs de cette rencontre.

Les pays en développement exportent surtout des textiles, des matières premières, comme les minéraux, et des produits agricoles.

L'entrée massive au Canada de produits textiles fabriqués à bas prix par de nombreux pays africains pourrait cependant nuire aux entreprises canadiennes. Le gouvernement fédéral pourrait donc prendre des mesures pour éviter les effets négatifs.

« Ça prendra peut-être un programme d'ajustements pour ceux qui pourraient être affectés au Canada », a indiqué Jean Chrétien, sans donner de détails sur le plan du gouvernement.

Les fabricants de produits textiles ont déjà exprimé des réserves face au projet du gouvernement. Ce secteur emploie 150 000 personnes au Canada, surtout au Québec et en Ontario.

On n'a pas évalué les effets possibles de l'élimination des barrières tarifaires sur les entreprises canadiennes, mais ce sont les produits de bas de gamme qui sont les plus susceptibles de souffrir de tels changements, a expliqué un haut fonctionnaire fédéral.

Depuis le début de sa tournée africaine, Jean Chrétien insiste sur l'importance d'une meilleure aide au développement des pays pauvres.

Avec son épouse Aline, il a visité un village traditionnel nigérian, Bamishi, non loin de la capitale, où les 600 habitants vivent dans des conditions rudimentaires: ils n'ont pas d'électricité, l'accès à l'eau potable est difficile et la population est affectée par de nombreux problèmes de santé.

Ils cultivent les fruits et les légumes dont ils ont besoin pour survivre et vendent du bois au marché pour obtenir un petit revenu. Chaque famille vit avec environ 100 \$ par mois. Les enfants ont accès à l'éducation primaire depuis peu.

À la suite de la visite, M. Chrétien a com-

paré ce qu'il a vu aux conditions de vie des autochtones au Canada, il y a une trentaine d'années.

« Au Canada, nous avons des gens qui vivaient d'une façon aussi primaire que ça autrefois chez nous, a-t-il rappelé. Et on a bâti des écoles, des villages, les nomades sont devenus des citadins. C'est la même chose ici. Il faut investir et puis ouvrir nos marchés et il faut créer le climat nécessaire pour qu'une plus grande prospérité atteigne ces gens. »

Les habitants de Bamishi étaient visiblement emballés de recevoir la visite du premier ministre canadien. Le village avait été nettoyé et chacun vaquait à ses occupations quotidiennes pour faire une démonstration aux visiteurs: on moulait le grain, on nettoyait des fèves, on chantait et on dansait, avec beaucoup d'entrain malgré la chaleur.

Le Canada a financé un programme de vaccination contre la polio à cet endroit. Mais la population locale aimerait bien que leurs amis étrangers en fassent plus.

« Nous avons besoin d'eau, d'éducation, de soins de santé et d'électricité, a souligné Henry Anah, un marchand du village. J'espère que le Canada va nous aider à nous développer. »

BLAIR

Suite de la page A1

« Israël fera tout ce qu'il peut pour apporter une fin rapide à l'opération Rempart », a indiqué le bureau du premier ministre.

« Sharon dit comprendre la préoccupation du président (Bush) pour terminer cette opération rapidement », poursuit le communiqué.

Jeudi, M. Bush avait déjà lancé un appel similaire à Israël et annoncé l'envoi du chef de la diplomatie, Colin Powell, en tournée au

Proche-Orient pour tenter d'apaiser la crise.

M. Sharon a jusqu'ici non seulement ignoré cet appel, mais ses troupes ont accentué leur offensive hier, notamment dans le camp de réfugiés de Jenine dans le nord de la Cisjordanie, où au moins une trentaine de Palestiniens auraient été tués.

Des chars israéliens ont aussi ouvert le feu à Ramallah sur le quartier général d'Arafat. M. Sharon a

refusé au chef palestinien une nouvelle rencontre avec l'émissaire des États-Unis, Anthony Zinni.

Un responsable israélien proche de M. Sharon a déclaré qu'« Israël retirera ses forces sans délai une fois leur travail achevé ».

Interrogé sur l'attitude de défi israélienne, le président Bush a souligné: « J'attends d'eux qu'ils se plient à l'appel lancé par leurs amis. »

Le secrétaire d'État, qui quittera

Washington ce soir et rencontrera les dirigeants du Maroc, de l'Arabie Saoudite d'Égypte et de Jordanie, ne devrait arriver qu'en fin de semaine prochaine en Israël.

M. Bush attend des dirigeants arabes modérés qu'ils interviennent davantage dans le conflit en faisant pression sur Arafat que le président a accusé d'avoir « laissé tomber » son peuple.

« Il n'a pas tenu ses promesses. Il avait dit qu'il combattrait la terreur et il ne l'a pas fait, a ajouté M.

Bush. Il faut qu'il parle clairement en arabe aux peuples de la région et qu'il condamne toutes les actions terroristes. »

Malgré l'actualité brûlante au Proche-Orient, MM. Bush et Blair ont également évoqué longuement le dossier irakien.

S'ils ont dressé le même constat sur le danger représenté par Saddam Hussein, ils ont reconnu que le règlement de la question irakienne devait encore faire l'objet de discussions.

HARPER

Suite de la page A1

« Aux prochaines élections fédérales, les électeurs devront choisir entre la vision de l'avenir de l'Alliance canadienne et les échecs et les mensonges des libéraux », a ajouté le chef allianciste qui tentera de se faire élire à la Chambre des communes le 13 mai lors d'une élection partielle dans Calgary-Sud-Ouest.

Élu chef du parti il y a à peine trois semaines, M. Harper a fait une entrée remarquée dans la salle au son de la musique tonitruante du groupe heavy metal AC/DC.

Devant ses militants, M. Harper a admis que l'Alliance canadienne a énormément souffert des luttes internes entourant le leadership de son prédécesseur, Stockwell Day. Mais il a soutenu que le parti a tourné la page sur cet épisode douloureux et que le congrès national du parti marque le début de « la renaissance » de l'Alliance canadienne.

« Ce n'est un secret pour personne que notre parti a traversé une période très difficile. Mais il existe une expression pour décrire cela — ce qui ne vous tue pas vous permet d'être encore plus fort », a fait valoir M. Harper, qui s'est fait plutôt discret tout au long du congrès, ne rencontrant les journalistes qu'une seule fois, au début des déclarations.

Durant son discours, M. Harper a

réitéré l'invitation lancée aux sept députés dissidents de réintégrer les rangs du parti maintenant que la question de la direction du parti est réglée.

Des rumeurs persistantes circulaient en fin de journée hier selon lesquelles certains des dissidents — Chuck Strahl, Deborah Grey, Jay Hill, Val Meredith, Jim Pankiw, Inky Mark et Grant McNally — pourraient faire un pied de nez aux conservateurs de Joe Clark en rentrant au bercail au cours des prochains jours.

Hier, M. Harper, qui a été député réformiste de 1993 à 1997 et qui se voit comme le père spirituel de la Loi sur la clarté référendaire adoptée par les libéraux de Jean Chrétien, a clairement fait savoir que la rencontre avec M. Clark mardi ne durera pas longtemps si le chef conservateur n'a pas en main « des propositions sérieuses ».

« Ma priorité consiste à rebâtir ce parti en prévision des prochaines élections et il n'y a pas de temps à perdre », a-t-il martelé. « Ne nous leurrons pas, nous entendons des propositions sérieuses uniquement si Joe Clark continue à reconnaître que l'Alliance canadienne est forte et que l'Alliance canadienne est là pour rester. »

Le nouveau chef allianciste a profité de la fin du congrès national afin de renouveler sa profession de foi envers les principes chers

aux militants du parti — la libre entreprise, la réduction des impôts, un gouvernement limité, l'unité nationale et le traitement égal de toutes les provinces, la loi et l'ordre et une armée forte.

« Permettez-moi d'être bien clair: nous n'abandonnerons jamais nos principes et nos politiques. Ils représentent notre raison d'être. Ils nous permettent d'influencer le gouvernement », a-t-il affirmé.

Ce premier discours de M. Harper, prononcé presque exclusivement en anglais, a été fort bien accueilli par les militants, qui lui ont accordé une ovation debout à plusieurs reprises.

« Je crois qu'il est évident que nous allons reconstruire notre parti. Je crois que Stephen a fait une bonne lecture de l'humeur des militants du parti. Il a tout à fait raison de dire que notre parti a un avenir prometteur devant lui », a déclaré le député allianciste Monte Solberg.

Mais le député conservateur Peter MacKay en a fait une lecture tout à fait différente. « M. Harper veut que les membres du Parti conservateur viennent à lui les genoux à terre. Ça ne va pas marcher de cette façon. Il a fait preuve d'intransigeance, d'antagonisme et de fermeture d'esprit. Son discours semblait être celui de quelqu'un qui veut diriger une province au lieu de diriger le pays », a-t-il dit.

**ROLEX**  
Cosmograph Daytona  
en or jaune 18 carats.  
Bracelet en cuir.

**CHÂTEAU D'IVOIRE**  
Depuis 1978

2020 rue de la Montagne, juste au nord de Maisonneuve

(514) 845-4651

# ACTUALITÉS

**DEPÔT** (514) 374-1818  
1 877 573-3768

**Mexique Riviera Maya**  
Hôtel EL Caracol 3★+  
1 semaine **998\$**  
départ le 7 et 14 avril  
Tout inclus

Permis du Québec

## Un autobus canadien est la cible d'un coup de feu au Nigeria

ISABELLE DUCAS  
Presse Canadienne

**BAMISHI, Nigeria** — Un coup de feu a été tiré sur un autobus transportant des journalistes et des délégués canadiens accompagnant le premier ministre Jean Chrétien dans sa tournée en Afrique, hier, près d'Abuja, la capitale du Nigeria.

Personne n'a été blessé, mais un pneu arrière de l'autobus a été endommagé et s'est dégonflé.

Le coup de feu, qui a surpris les sept canadiens qui se trouvaient à bord du petit autobus, a été tiré par le personnel de sécurité escortant un convoi, qui transportait vraisemblablement un dirigeant africain.

« Nous sommes habitués en Afrique à ce que le personnel de sécurité soit souvent agressif, je m'attends à ça, mais je ne m'attendais pas à ce qu'ils tirent », a raconté le journaliste Patrice Roy, de la télévision de Radio-Canada, qui prenait place à bord du véhicule impliqué dans l'incident. Il y avait un drapeau canadien collé dans la vitre arrière de l'autobus, ils voyaient bien qu'on n'était pas des terroristes. »

Les passagers, trois journalistes, un agent de la GRC et trois représentants du gouvernement canadien, ont raconté que leur véhicule avait été doublé, sur une autoroute à deux voies, d'abord par trois motocyclistes qui faisaient tourner leurs gyrophares et hurler leurs sirènes et qui auraient fait signe à l'autobus de se ranger sur le côté de la route.

Puis, une camionnette est arrivée. Par les fenêtres ouvertes, ils ont vu trois hommes brandir des fusils dans leur direction. C'est à ce moment qu'un coup de feu a été tiré dans un pneu, qui n'a toutefois pas éclaté.

L'agent de la GRC chargé d'accompagner les médias pendant les 11 jours de la tournée de Jean Chrétien en Afrique, qui a refusé que son identité soit révélée, a interprété le coup de feu comme un avertissement au chauffeur de l'autobus, qui aurait dû immobiliser son véhicule pour laisser passer le convoi qui escortait une voiture de marque Mercedes noire ne portant aucune identification.

### Un simple incident, selon Jean Chrétien

Le premier ministre Jean Chrétien n'était pas dans les environs au moment où l'incident s'est produit. Il a rejoint les médias une heure plus tard, pour la visite du village de Bamishi.

Il a tenté de minimiser l'affaire lorsqu'il a été questionné à ce sujet en point de presse.

« Ce sont des incidents qui arrivent, ce sont des erreurs, a dit M. Chrétien. Quand on voyage, il arrive des incidents. C'en est un, c'est pas plus compliqué que ça. »

Le Canada n'a pas l'intention de porter une plainte officielle au gouvernement nigérian à ce sujet, a-t-il ajouté. « Je ne suis pas un chialeux », a expliqué le premier ministre.

Il s'est même permis de blaguer devant les journalistes, dans l'avion qui emmenait la délégation canadienne vers l'Afrique du Sud, quelques heures plus tard. « Vous (les journalistes) me tirez dessus constamment, alors, j'ai beaucoup d'amis... », a lancé M. Chrétien en souriant.

Mais les passagers de l'autobus n'avaient pas le goût de rire en racontant leur mésaventure.

Même s'ils n'ont pas senti leur vie menacée, tous estiment qu'il est inacceptable que leur véhicule ait été pris pour cible.

« J'étais surpris, je ne pouvais pas le croire », a ajouté le correspondant africain du réseau CTV, Murray Oliver.

Le journaliste, qui habite l'Ouganda depuis trois ans, tente cependant une explication. « Ce genre de choses se produit souvent en Afrique. Les gardes des présidents sont rapides sur la gâchette. Il y a une peur omniprésente et constante de coups d'État et d'assassinat. Alors, ils embauchent les gars les plus durs et les plus méchants pour brandir des fusils. »

Des employés nigériens du Haut commissariat canadien à Abuja ont affirmé que c'était la première fois qu'ils voyaient une telle chose se produire.

Le chef du protocole pour la région de la capitale du Nigeria, Peter Aliu, s'est montré tout aussi surpris et a dit souhaiter qu'une enquête soit entreprise sur cette affaire.

Même si Jean Chrétien n'a pas l'intention de protester auprès du gouvernement du Nigeria, la GRC a promis de faire un suivi.



Ymène Zoubiri fait partie des quelque 1000 Algériens sans statut qui vivent à Montréal et elle craint d'être renvoyée dans son pays d'origine avec ses trois enfants, Yasmine, Karim et Zacaria.

### RENVOI DES RÉFUGIÉS ILLÉGAUX

## La levée du moratoire inquiète la communauté algérienne

SÉBASTIEN RODRIGUE

LA DÉCISION d'Ottawa de lever le moratoire sur le renvoi des ressortissants algériens qui vivent en situation d'illégalité au Canada a créé une véritable commotion dans la communauté algérienne de Montréal.

Pour les ressortissants, cette décision ouvre la porte à leur renvoi dans un pays où ils craignent toujours pour leur sécurité. « Avant c'était l'inquiétude, maintenant c'est la peur qui ronge notre cœur », dit Ymène Zoubiri du Comité des réfugiés sans statut. Le comité apporte de l'aide à environ 95 familles algériennes qui habitent Montréal.

Le moratoire sur les renvois en Algérie avait été décrété le 4 mars 1997 en raison d'une situation politique explosive dans ce pays qui a fait depuis plus de 100 000 morts.

Depuis la publication de cette nouvelle, le téléphone ne dérouge pas au comité et plusieurs personnes se rendent sur place pour savoir ce qui les attend. Un des membres du comité, Martin Bellerose, avoue que la nouvelle le a pris par surprise et qu'ils n'avaient pas été prévenus.

Plusieurs Algériens sans statut craignent une déportation massive ou encore le début d'une chasse aux sorcières. « On est comme dans une prison, on ne sait pas ce qu'on peut faire. On a des enfants à l'école, des enfants qui sont nés ici. Nous avons peur pour eux et pour nous », dit M<sup>me</sup> Zoubiri.

Le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, Denis Coderre, a fait cette annonce officielle vendredi et il promis que cette décision « n'aura pas pour conséquence des renvois par milliers et visera plutôt ceux qui ont épuisé toutes les voies d'appel ».

Cette décision touche donc 1000 Algériens installés pour la plupart à Montréal ainsi que 40 autres se trouvant à Vancouver. « Sur ces 1040 Algériens, il y en a 423 dont le renvoi ne présente aucun obstacle juridique. De ceux-là, nous avons obtenu les documents de voyage pour 149 », a déclaré le ministre à La Presse. Après évaluation, le ministre estime que les Algériens ne courent aucun risque en retournant là-bas.

Nordine Teman du Comité des réfugiés sans statut croit plutôt le contraire. « Malgré toutes les affirmations du gouvernement algérien à la communauté internationale, il n'y a rien de changé », note-t-il. Le journaliste montréalais d'origine algérienne, Moustapha Shelfi, indique que la situation n'est pas aussi dangereuse qu'en 1992, mais que 21 militaires ont encore été tués cette semaine.

Certains membres de la communauté algérienne voient dans cette décision une conséquence directe des attentats du 11 septembre et de l'étiquette de terroriste qu'on leur attribue injustement depuis l'affaire Ahmed Ressam. « On a fui le terrorisme en Algérie et on va payer une deuxième fois pour les actes terroristes du 11 septembre », dit M. Teman.

Parmi ces Algériens, certains vivent au Canada depuis de nombreuses années et ils espèrent demeurer au pays. « On a la liberté d'expression, la liberté de vivre, on est là pour nos enfants. L'avenir pour eux, c'est ici », laisse tomber Ymène Zoubiri. Le ministre a voulu se faire rassurant en précisant que le gouvernement protégera, en accord avec les conventions de Genève, les personnes dont la vie est en danger.

## Manifestation d'appui aux Palestiniens

Pour la deuxième journée consécutive, les musulmans de Montréal sont descendus dans les rues hier afin de manifester contre l'offensive israélienne en Palestine. Quelques milliers de personnes ont défilé rue Sainte-Catherine Ouest pour se diriger ensuite au consulat américain à l'angle de la rue Saint-Alexandre et du boulevard René-Lévesque, où elles ont scandé des slogans hostiles à George Bush. Ils se sont ensuite dirigés vers le consulat d'Israël, angle René-Lévesque et Peel, pour dénoncer la politique d'Ariel Sharon, le comparant à Hitler. Partout dans le monde, les manifestations d'appui au peuple palestinien se multiplient. Le monde arabe a même donné son appui au leader palestinien Yasser Arafat. Après la manifestation, les musulmans se sont recueillis dans le parc Dominion où, à l'ombre de l'édifice qui abrite le consulat d'Israël, ils se sont tournés vers la Mecque et se sont agenouillés pour prier.



Photo ARMAND TROTTIER, La Presse ©

## Ben Laden, une aubaine pour les États-Unis?

L'intervention américaine en Afghanistan ne serait qu'une tentative pour une prise de contrôle des ressources énergétiques

DANIEL DUBRÔLE

LA GUERRE au terrorisme menée par les États-Unis depuis le 11 septembre dernier constitue un « bon prétexte » pour mener à bien une prise de contrôle des ressources énergétiques que l'on retrouve dans les pays d'Asie centrale.

Voilà l'un des points clés de l'occasion de la conférence *Le nouveau grand jeu en Asie centrale — L'Afghanistan et la guerre des pipelines*, tenue par l'organisation non gouvernementale Alternatives. La journée a réuni huit experts de la question, universitaires et journalistes venus d'Europe et des États-Unis, spécialement pour la journée.

L'un de ces conférenciers était Gilbert Achcar, professeur de sciences politiques et relations internationales à l'Université de Paris-VIII et au-

teur de l'ouvrage *Le Choc des barbaries*, qui sera disponible à la fin avril.

M. Achcar ne croit pas à l'égalité des partenaires dans la coalition dite « multilatérale ». Washington s'enfonçant plutôt dans l'unilatéralisme, pour reprendre son expression utilisée dans le *Monde diplomatique* en décembre dernier.

Cet observateur se montre sceptique sur les réels intérêts des États-Unis. « L'administration Bush a exploité un événement pour mener ses ambitions qui existaient bien avant les attentats. En fait, pour eux, ben Laden a été une aubaine », explique-t-il en entrevue.

Selon lui, l'intervention occidentale en Afghanistan n'est qu'une tentative de rétablir l'ancien équilibre et le partage des ressources naturelles de la région. Il n'y a pas de combat pour les valeurs démocratiques. « Les milliers de jeu-

nes Afghans laissés dans la pauvreté sont autant de ben Laden en puissance », affirme-t-il.

Les conférenciers ont insisté sur la nécessité de contrecarrer les gestes terroristes par une politique plus globale et des campagnes locales d'alphabetisation et d'éducation. « Bombarder un pays déjà exsangue n'est pas la solution. Devra-t-on attaquer toutes les grottes du pays avant de s'arrêter ? » interroge Gilbert Achcar.

« Les alliés de cette coalition ne doivent pas se contenter d'être des supplétifs, déclare-t-il. Ils devraient même faire pression sur les États-Unis pour que cessent les attaques. »

Les représentants d'Alternatives rencontreront d'ailleurs les fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères, mardi, pour demander au Canada de questionner son allié sur ces questions sensibles.

# Déjà 170 000 \$ pour les souvenirs du Rocket

## L'encanteur n'entend retirer aucun objet de son site Internet

DANIEL DUBRÛLE

**La vente aux enchères des souvenirs de Maurice Richard se poursuit toujours, bien que Québec ait annoncé son intention de protéger, en vertu de la Loi sur les biens culturels, 47 des 275 objets mis à l'encan sur Internet.**

« Pour nous, ça ne pose aucun problème, explique le responsable de [www.classicauctions.net](http://www.classicauctions.net), Marc Juteau. Nous n'allons pas retirer les objets des enchères. Les acheteurs devront toutefois respecter les contraintes qui seront imposées par le gouvernement du Québec. »

Des contraintes qui pourraient empêcher les collectionneurs américains d'exposer leurs acquisitions chez eux, le gouvernement pouvant empêcher que les objets protégés quittent la province.

La liste des 47 objets que Québec entend protéger a été remise hier matin aux membres de la famille ainsi qu'à l'entreprise de Saint-Constant. Par respect pour la famille Richard, le ministère de la Culture et des Communications a prévu la rendre publique seulement demain.

Quant à elle, la famille réserverait ses commentaires pour mercredi, à la conférence de presse prévue au musée McCord.

### Intérêt des musées

Marc Juteau a confirmé l'information voulant que le Musée canadien des civilisations se soit montré

intéressé à se procurer des souvenirs du numéro 9. « En fait, il y a une dizaine d'organismes, musées et entreprises privées qui ont tenté de nous faire retirer certains objets de la liste. Aucun de ces organismes ne nous a fait d'offres pérennes. »

Invariablement, ce sont les mêmes objets qui retenaient l'attention de ces groupes. « C'est le but d'un encan de départer la meilleure offre. Nous ne pouvons pas les retirer de la liste pour satisfaire un seul acheteur », s'est contenté d'ajouter Marc Juteau.

### 26 500 \$ pour le chandail

L'objet le plus convoité demeure le chandail porté par l'as marqueur à l'occasion de la conquête de la coupe Stanley en 1959. Le chandail de laine bleu blanc rouge avait déjà suscité 15 requêtes et une enchère établie à 26 500 \$US à 20 h 30 hier soir. La prochaine enchère acceptée sera de 29 150 \$. Les enchères se terminent le 7 mai et les prix ne seront fixés réellement que dans les derniers instants de l'encan. Il y a fort à parier que ce chandail sera sur la liste des 47 « biens culturels ».

Les autres objets d'intérêt sont les bâtons. Celui avec lequel Richard a inscrit son 50<sup>e</sup> but en 50 parties était à 6500 \$, alors que le

bâton du 500<sup>e</sup> but — marque établie le 19 octobre 1957 contre Glenn Hall et les Blackhawks de Chicago — se détaillait à 3993 \$US.

Les enchères sont réglementées et les gens doivent miser 15 % de plus que le dernier montant proposé. Avant l'intervention de la ministre Lemieux, la famille et l'encanteur souhaitaient atteindre un million de dollars en ventes. Un mois avant la date limite, le montant total des enchères était à près de 170 000 \$US.

Outre la succession de Maurice Richard, d'autres anciens joueurs ont choisi de vendre leurs souvenirs aux collectionneurs, dont Henri Richard, Guy Lafleur et Bernard Geoffrin.

Plusieurs souvenirs vendus dans le cadre de cet encan sont des objets qui intéresseront les collectionneurs mais qui ne sont pas tous d'époque. Par exemple, seules les répliques de la coupe Stanley de 1957-1958 et de 1964-1965 (alors que le « Rocket » était adjoint au président de l'équipe) ont été remises après la conquête de la coupe par le Canadien. Les autres répliques du plus vieux trophée de l'histoire du sport professionnel ont été fabriquées au début des années 1990 par une entreprise montréalaise.

**L'objet le plus convoité demeure le chandail porté par l'as marqueur à l'occasion de la conquête de la coupe Stanley en 1959.**



Stéphane Juteau, l'un des trois frères ayant organisé la vente aux enchères, montre le fameux chandail que portait le Rocket lors des séries éliminatoires de 1959.

## VISITEURS

Suite de la page A1

Mais que faisait-il donc en compagnie d'Arafat, qui justifie aujourd'hui les « bombes humaines », qui exhorte les « martyrs » à continuer leur combat, c'est-à-dire à tuer des juifs israéliens, peu importe leur âge, en se donnant eux-mêmes la mort ?

Adam Shapiro a sans doute le cœur à la bonne place. Comme beaucoup d'autres êtres humains, il est troublé par l'explosion de violence au Proche-Orient. Il veut qu'Israël se retire au plus tôt des territoires palestiniens, pour permettre à ceux qui y vivent de mener une vie normale, de connaître enfin la paix. Mais peut-il vraiment qualifier d'« humaine » la cause défendue aujourd'hui par Arafat ? Les attentats suicide ne sont-ils pas une négation de l'humanité, celle des Palestiniens comme celle des juifs israéliens ?

Ces questions ne semblent pas avoir troublé la conscience de José Bové, qui s'est également arrêté chez Arafat la semaine dernière. Le symbole français de la lutte antimondialisation a laissé au journal *Le Monde* un récit de sa visite qui en dit long sur l'attitude « émue » d'une certaine gauche européenne face au leader palestinien.

« Il nous dit que sa détermination reste entière, qu'il n'est pas question pour lui de sortir ou de se rendre et qu'il préfère se faire tuer dans ce bâtiment... Claude Léostic, une militante française qui m'accompagne, lui répond : on est avec vous. Moi, j'explique qu'il y a des manifestations partout dans le monde. Il nous prend dans ses bras... Il est ému, nous aussi... Il veut nous conduire jusqu'à la porte. Sa sécurité s'interpose. C'est un moment très, très fort. »

En quittant Arafat, Bové et sa camarade ont pensé à la même chose : « Est-ce qu'on ne va pas être les derniers à l'avoir vu, s'il y a une attaque ? Est-ce qu'on n'a pas assisté au testament d'Arafat ? »

Mais Arafat est toujours en vie. Et cette semaine, il pourrait recevoir un autre visiteur de marque, Colin Powell, qui s'envolera ce soir pour le Proche-Orient. Le secrétaire d'État mettra son prestige au service d'une mission presque impossible : arrêter les tueries et relancer les pourparlers de paix entre les Israéliens et les Palestiniens.

La visite de Powell au QG d'Arafat est cependant encore loin d'être certaine. Jeudi dernier, en annonçant la mission du secrétaire d'État dans la région enflammée, George W. Bush a quasiment écrit l'épithète du leader palestinien, l'accusant d'avoir « laissé tomber » son peuple (même s'il a demandé un retrait des forces israéliennes, le président américain n'a pas critiqué Ariel Sharon personnellement).

« Il (Arafat) n'a pas tenu ses promesses », a renchéri Bush, hier, lors d'une conférence de presse à Crawford, au Texas. « Il avait dit qu'il combattrait la terreur et il ne l'a pas fait. Il faut qu'il parle clairement en arabe aux peuples de la région et qu'il condamne toutes les actions terroristes. »

Ce que Bush appelle du « terrorisme » est évidemment qualifié de « résistance » par les Palestiniens et les autres peuples de la région. Ce malentendu fondamental empêchera-t-il Powell de suivre Adam Shapiro et José Bové chez Arafat ?

### JOËL-DENIS BELLAVANCE

EDMONTON — Après des mois de luttes internes qui ont failli tuer le parti, les militants de l'Alliance canadienne sont convaincus que Stephen Harper est la perle rare qui les dirigera enfin vers la terre promise à Ottawa lors des prochaines élections.

Ses principaux adversaires à la Chambre des communes, les libéraux de Jean Chrétien et les conservateurs de Joe Clark, ont encore du



Stephen Harper salue la foule durant sa courte apparition qu'il a faite hier, dernier jour du congrès de l'Alliance canadienne à Edmonton.

mal à le définir, même si M. Harper a été député réformiste de 1993 à 1997.

S'ils reconnaissent volontiers l'intelligence de cet homme bilingue âgé de 42 ans, ils voient surtout en lui un idéologue rigide incapable d'accepter tout compromis qui pourrait le forcer à faire volte-face.

« Il y a eu plusieurs Stephen Harper au fil des ans. Il y a eu le Stephen Harper conservateur. Il y a eu le Stephen Harper réformiste jusqu'au bout des ongles. Je crois que nous voyons maintenant un Stephen Harper qui tente encore de se définir. Les Canadiens ne l'ont pas encore vu évoluer à l'échelle nationale », estime le député conservateur Peter MacKay, qui assiste au congrès de l'Alliance à titre d'observateur.

Économiste de formation, M. Harper, qui est natif de la région de Toronto, a fait ses premières armes en politique en tant qu'adjoint parlementaire de l'ancien député conservateur de Calgary, Jim Hawkes, au début des années 1980.

Insatisfait des politiques des conservateurs de Brian Mulroney, au pouvoir depuis 1984, M. Harper a claqué la porte du parti pour se présenter comme candidat du Parti réformiste, contre son ancien patron, aux élections de 1988.

Après sa défaite, il a décidé de mettre ses talents au service de Deborah Grey, la première députée réformiste élue à la Chambre des communes à la faveur d'une élection partielle en 1989. Il a finalement réussi à se faire élire aux élections de 1993.

Considéré comme le père spirituel de la Loi sur la clarté référendaire des libéraux de Jean Chrétien, adoptée au printemps 2000, M. Harper a été un des premiers à réclamer qu'Ottawa adopte la ligne dure à l'endroit du mouvement souverainiste à la suite du référendum de 1995.

Dans sa biographie affichée sur le site Internet du parti, le nouveau

## STEPHEN HARPER

# Portrait d'un sauveur attendu

chef allianciste se targue même de l'influence qu'il a eue jusqu'ici dans la capitale fédérale dans le dossier de l'unité nationale. « Si l'on devait remonter à la source de la loi sur la clarté référendaire, l'exercice mènerait directement à Stephen Harper. En matière d'initiative sur la question de l'unité nationale, le premier ministre Jean Chrétien n'est que le parent d'adoption de l'enfant chéri de Harper », est-il écrit dans sa biographie, qui reprend ainsi les commentaires de Chantal Hébert, journaliste au quotidien *The Toronto Star*.

Depuis son élection à la tête de l'Alliance, M. Harper a clairement fait savoir qu'il veut consacrer tous ses efforts à reconstruire le parti. Il compte aussi défendre les causes importantes au mouvement de la droite au pays, soit la réduction des impôts, la hausse des dépenses militaires, le remboursement de la dette, et les réformes des institutions démocratiques.

Il entend également demeurer fidèle à ses principes à l'endroit du mouvement souverainiste : pas question de faire la cour aux nationalistes québécois dans le seul but de prendre le pouvoir. Il croit que l'engagement de son parti à décentraliser les pouvoirs du gouvernement fédéral au profit des provinces devrait suffire à séduire les électeurs québécois.

Durant la course à la direction du parti, M. Harper, qui a été président de la Coalition nationale des citoyens, un groupe de pression de droite de Calgary, de 1998 jusqu'en septembre dernier, a fait des vagues en affirmant lors de son seul passage à Montréal que le français n'était pas menacé au Québec et

qu'il n'avait donc pas besoin d'un statut spécial pour être protégé.

Le député du Bloc québécois, Richard Marceau, croit que les positions tranchées de M. Harper en matière d'unité nationale cloueront le cerceau du parti au Québec, et peut-être même en Ontario.

« M. Harper est un idéologue de droite qui a décidé de se retrancher derrière les frontières sûres de l'Ouest. Il semble avoir abandonné toute velléité, du moins à court et à moyen termes, de vraiment percer en Ontario. Il veut consolider ses bases dans l'Ouest. Il se fiche carrément du Québec », soutient-il.

Mais les députés alliancistes affirment au contraire que M. Harper a tous les talents pour confondre les sceptiques de la politique canadienne.

« J'ai souvent eu l'occasion de travailler avec lui dans le passé. C'est un homme très intelligent, ouvert d'esprit. Je crois que l'on peut voir que les militants sont optimistes de l'avoir en tant que chef », affirme Brian Pallister, un député allianciste du Manitoba.

Son collègue albertain Monte Solberg, qui a siégé aux côtés de M. Harper lorsqu'il était député réformiste, de 1993 à 1997, reconnaît que M. Harper a la réputation d'être un idéologue. Mais il ajoute du même souffle que son accession au poste de chef du parti l'initiera à l'art des compromis.

« Diriger un parti change inévitablement les individus. Quand tu deviens chef, tu ne peux pas demeurer la même personne. Tu dois trouver des moyens d'accommoder les gens avec qui tu travailles », explique M. Solberg, qui vante au passage le sens de l'humour et l'intelligence de son nouveau patron.

## loto-québec

**649** Tirage du 2002-04-06  
01 11 14 18 20 38

Complémentaire: (37)

**49** Tirage du 2002-04-06  
16 17 22 32 34 49

Complémentaire: (42)

**BANCO** Tirage du 2002-04-06  
03 05 09 14 15  
16 17 19 26 31  
32 34 38 41 42  
53 54 59 62 65

**Quinté** Tirage du 2002-04-06  
3 4  
650 0371

**EXTRA** Tirage du 2002-04-06  
NUMÉRO: 378478

**EXTRA** Tirage du 2002-04-05  
NUMÉRO: 245261

**SUPER 7** Tirage du 2002-04-05  
02 10 22 24 26 34 37

Complémentaire: (18)

Ventes totales: 25 804 060 \$  
Prochain gros lot (appr.): 15 000 000 \$

GAGNANTS LOTS

7/7 1 12 500 000,00 \$

6/7+ 6 79 430,30 \$

6/7 161 2 590,10 \$

5/7 9 704 153,40 \$

4/7 209 657 10,00 \$

3/7+ 197 038 10,00 \$

3/7 1 764 001 Participation gratuite

**Le jeu doit rester un jeu**

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

TVA, LE RÉSEAU DES TIRAGES DE LOTO-QUÉBEC

## Sur-actif...

L'allicine, principe actif sulfuré de l'ail, qui est très volatile, n'a jamais été si bien préservée. 4 000 mcg d'allicine enfin capturée dans une seule dragée entéro-soluble.

Oui, une dragée entéro-soluble qui diffuse l'allicine très lentement dans votre tube digestif, c'est ce que nous avons créée. Nous avons capturé un potentiel d'allicine considérable. Et quel potentiel! 4 000 mcg d'allicine par comprimé entéro-soluble... là où il le faut.

L'ail sulfo-génique du laboratoire Sur-actif, un produit sublime qui contient 30 dérivés sulfo-géniques de l'allium sativum et de l'allium cepa.

un produit **Bio-Actif**

Montréal : (514) 272-1365 Ligne extérieure: 1 800 272-1365  
Mauricie : (819) 378-7777 Estrie : (819) 823-3322

**MONTOIT**

TOUS LES SAMEDIS DANS

La Presse

# Le musée des beaux-frères



**STÉPHANE LAPORTE**

collaboration spéciale

stephane@stephanelaporte.com

Bon, le gouvernement vient de se réveiller ! On vient de réaliser que les bâtons, chandails et trophées de Maurice Richard étaient des trésors nationaux. Y'était temps ! La ministre de la Culture, Diane Lemieux, a interdit la vente des biens du Rocket sur le Net. Bravo ! Quelle initiative ! La culture qui s'occupe des pucks ! On ne rit plus !

Enfin, on nous prend au sérieux, nous, les pauvres amateurs de sport. Ça fait des années que l'on se tue à dire que le sport fait partie de notre culture. Le Canadien de Montréal est peut-être même ce que le Québec a produit de mieux culturellement. Ce qui nous a le plus uni. De génération en génération.

En France, patrie que les ministres de la Culture du Québec vénèrent intensément, le sport fait partie de la vie culturelle. Le grand Bernard Pivot a deux passions : la littérature et le foot. Même qu'il avoue préférer un bon match de

foot à un bon livre. Mais ici, quand on aime le hockey, le baseball, ou le football, on passe pour un inculte. Un simple. Un Boy. Un Fernand. Les gens de la culture préfèrent frayer dans des vernissages avec des dégustateurs de caviar, que de se frotter à des mangeurs de *chicken wings* à la Cage aux Sports. Pourtant Riopelle et Félix avaient la même idole : Maurice Richard.

J'espère, Madame Lemieux, que votre prise de conscience de l'apport culturel du monde sportif à la société québécoise ne s'arrêtera pas aux souvenirs du numéro 9, et que le gouvernement québécois se fera un devoir de protéger tout cet aspect important de notre patrimoine. Quand on voit le Forum, l'endroit où le peuple québécois a connu ses plus grandes émotions, être devenu une horreur de mauvais goût Pepsi, il y a de quoi douter de la devise de notre pays sans bon sens.

Pourquoi ne pas convertir le Forum en musée ? Après le Musée des beaux-arts, créons le Musée des beaux-frères. Le musée des amateurs de sport. Le musée de ceux qui téléphonent à Ron ! S'il y a un musée Juste pour rire, pourquoi pas un musée juste pour le sport. Juste pour se souvenir.

Vous sachant très occupée, j'ai dressé, pour vous, une liste d'objets qui devraient à tout prix faire partie de la collection du Musée des beaux-frères. Achetez-les donc dès maintenant. N'attendez pas

qu'un site Internet les offrent à l'encan.

> La rondelle du 500<sup>e</sup> but de Jean Béliveau.

> Le bâton de Marty McSorley mesuré par Jacques Demers lors de la finale Canadien-Los-Angeles.

> Le chandail que portait Wayne Gretzky au tournoi pee-wee de Québec.

> Les dents de Gino Odjick.

> La fesse d'Ellis Valentine.

> Le piton de Claude Ruel.

> La balle molle de Stéphane Richer.

> Le sifflet de Ron Fournier.

> Les moquettes capillaires de Guy Lafleur.

> Les morceaux perdus de la BAR de Jacques Villeneuve.

> Les morceaux perdus du Stade olympique.

> Les morceaux perdus du cerveau d'Eric Lindros.

> Le bol de soupe Chunky de la mère de Mario Lemieux.

> Le chandail de Doug Harvey.

> Les beaux chandails d'Anna Kournikova

> Le masque de Jacques Plante.

> La face de Gump Worsley

> Le pot d'urine de Ben Johnson.

> La bicyclette stationnaire de Benoît Brunet.

> Toutes les choses crachées par les joueurs des Expos en 35 ans.

> Le compte de banque de Claude Brochu.

> Jean-Paul Chartrand junior (comme il n'y a plus de sports à TVA, il faut bien l'entreposer quelque part !).

> La table où s'assoient les joueurs du Canadien chez Paré.

> Le manteau de fourrure de Johnny Rodgers.

> La petite jument d'Yvon Lambert.

> Le mal de tête péécénible de Jacques Laperrière.

> La pizza de Robert Picard.

> Le nez de Tim Hunter.

> La permanente de Boum Boum Geoffron.

> Le dix cennes sur lequel tournait Pierre Mondou.

> Les skis de Vladimir Malakhov.

> La seule passe faite en carrière par Sergei Berezin.

> Les cravates de Michel Therrien (on dirait qu'il imagine au même endroit que Jean-René Dufort !).

> Le téléphone à l'aide duquel Réjean Houle a échangé Patrick Roy à Denver, Pierre Turgeon à St.Louis, Vincent Dampousse à San-José et Mark Recchi à Philadelphie.

> La seule coupe que les joueurs des Nordiques de Québec ont portée dans la Ligue nationale : la coupe Longueuil !

> Et enfin, un rapport de Groupaction (il n'y a pas vraiment de

rapport avec le sport, mais comme le gouvernement fédéral en a plein de copies, il les donne aux différents musées.)

Voilà, l'essentiel de l'inventaire, cela ne devrait pas coûter trop cher à l'État.

Le PQ se doit de prendre des mesures pour protéger les souvenirs du passé, car on ne sait jamais, il pourrait très bientôt, en devenir un lui-même.

■ ■ ■

On ne devrait plus les appeler les Expos. On devrait les appeler les Exposés. Car c'est ce qu'ils sont. Exposés dans le salon mortuaire du Stade olympique durant tout l'été.

■ ■ ■

La comédie musicale *Les Dix Commandements* quitte le théâtre St-Denis, plutôt que prévu. Dieu a oublié un 11<sup>e</sup> commandement : Tu achèteras des billets !

■ ■ ■

Quand on regarde ce qui se passe au Proche-Orient avec Sharon et Arafat, ça nous donne le goût de donner un gros bec à Bernard Landry et Jean Chrétien !

■ ■ ■

Respirez tout le monde, respirez... Hum ! Ne trouvez-vous pas que... ça sent la Coupe ! Oui, ça sent la Coupe !

# Le chef du diocèse de Los Angeles accusé d'agression sexuelle

KIM BACA

Associated Press

FRESNO, Californie — Nouvelle affaire de moeurs au sein de l'Église américaine. Le cardinal, archevêque de Los Angeles, M<sup>gr</sup> Roger Mahony, a révélé qu'il est accusé d'agression sexuelle sur une femme et souligné être innocent des faits remontant à 1970.

M<sup>gr</sup> Mahony, 66 ans, cardinal depuis 1991, est à la tête depuis 1986 de l'archidiocèse de Los Angeles, le plus important du pays. Il a lui-même révélé les accusations à son encontre dans un communiqué publié vendredi soir.

Son accusatrice, une femme aujourd'hui âgée de 51 ans, explique avoir été assommée lors d'une bagarre avec d'autres élèves au lycée catholique San Joaquin à Fresno, il y a 32 ans.

Lorsqu'elle s'est réveillée, à

demie nue, M<sup>gr</sup> Mahony, alors évêque, « était là et une partie de mes vêtements était enlevée. Je ne me souviens pas exactement de ce qui est arrivé. Il était là au-dessus de moi quand j'ai ouvert les yeux. Je ne me rappelle pas ce qui est arrivé après ça », a déclaré à l'Associated Press cette femme qui n'a pas souhaité préciser son identité.

« Je n'invente rien, souligne-t-elle. Je sais que c'est une accusation grave. Ça me dévore. J'ai bien appelé la police après ma sortie du lycée. Ils ne m'ont pas crue ».

Le cardinal rejette ces accusations et souligne avoir demandé à l'Église et à la police d'enquêter. « Mon intégrité personnelle et ma réputation me commandent de prendre toutes les mesures pour réfuter cette fausse accusation », écrit-il en s'engageant à coopérer avec les enquêteurs.

M<sup>gr</sup> Mahony précise que la vic-

time présumée a pris contact le 20 mars dernier avec l'évêque de la cathédrale Saint-Jean de Fresno pour lui expliquer qu'elle avait été agressée. Le cardinal a déclaré ne pas connaître cette femme.

## Série de scandales

C'est la dernière en date d'une série d'affaires de moeurs au sein de l'Église catholique aux États-Unis. Le cardinal, archevêque de New York, M<sup>gr</sup> Edward Egan, a notamment été soupçonné d'avoir tenté d'étouffer des affaires d'abus sexuels sur des mineurs impliquant des prêtres de la région de Boston. M<sup>gr</sup> Egan a assuré qu'il n'a jamais caché de tels faits et instauré au contraire une politique prônant la transparence en la matière.

Le pape Jean Paul II, sortant de son silence, avait évoqué un « scandale grave » jetant une « ombre noire de suspicion » sur tous les prêtres.



M<sup>gr</sup> Roger Mahony, cardinal et archevêque de Los Angeles.

Photo AFP ©

# Les dangers du clonage d'un bébé humain

BRIGITTE CASTELNAU

Agence France-Presse

PARIS — Malformations, vieillissement et mort prématurés, utilisation de femmes comme cobayes et dérives mercantiles, le clonage d'un bébé humain comporte des risques médicaux et éthiques, selon les spécialistes.

Les réactions restent vives autour de l'idée du clonage humain qui horrifie la communauté médicale et scientifique, alors que le gynécologue italien Severino Antinori aurait annoncé aux Émirats arabes unis qu'une femme serait enceinte de huit semaines d'un embryon humain cloné.

Qualifié de « Docteur Dolamour », Severino Antinori avait repoussé les frontières naturelles de la reproduction en permettant à une femme de 63 ans en 1994 d'avoir un enfant. Une telle grossesse, si elle était avérée, serait « d'un point de vue médical, un saut dans l'inconnu » et « d'un point de vue moral, une aberration », a commenté samedi le mi-

nistre de la Santé italien, Girolamo Sirchia, en évoquant Hiroshima.

Parmi les mammifères, souris, vaches, cochons, moutons, chat, lapins notamment, ont déjà été clonés. Mais les scientifiques ont, à maintes reprises, signalé les dangers multiples menaçant les clones (anomalies du coeur, des poumons, du système immunitaire, obésité, morts fréquentes avant ou juste après la naissance, cancers...). On se souvient également du vieillissement prématuré et de l'arthrite de Dolly, premier animal cloné, née en juillet 1996, après 277 tentatives, avec une cellule de mammifère adulte. Sa naissance n'avait été révélée qu'en 1997.

« Le clonage des animaux est très inefficace chez toutes les espèces. Les fausses couches, les naissances prématurées et diverses malformations chez les clones survivants sont très courantes et on peut s'attendre à observer les mêmes échecs lors du clonage d'êtres humains », expliquait l'an dernier le « père » de Dolly, Ian Wilmut, lors d'une intervention devant

l'Académie nationale des sciences américaine.

Selon lui, le clonage était une réponse « inefficace » à la stérilité.

Schématiquement, la méthode de clonage reproductif, inspirée de Dolly, consiste à expulser le noyau d'un ovule (ou ovocyte) d'une femme en le remplaçant par le matériel génétique provenant de l'un des parents, prélevée sur sa peau par exemple.

Pour Rudolf Jaenisch, expert en clonage au MIT (Massachusetts Institute of Technology), « Antinori semble se servir d'être humains comme cobayes ».

## Des tentatives irresponsables

« Il doit être stoppé », déclare-t-il au magazine britannique *New Scientist on-line*, en jugeant « irresponsables et répugnantes » les tentatives de clonage d'un être humain.

« Tout ça ne tient pas la route, a déclaré hier à l'AFP un spécialiste français le Pr Jacques Montagut. On ne peut prendre en considération que ce qui sort d'une publica-

tion scientifique, c'est à dire filtré par un comité de lecture et un contrôle préalable des travaux », a-t-il ajouté.

Il reste beaucoup à faire avant de comprendre ce qui ne va pas chez les animaux clonés, selon les spécialistes. Le Dr Antinori s'est dit capable de réduire le risque d'anomalies en effectuant des tests sur les embryons. Mais, cela permettrait seulement de détecter de d'importantes anomalies visibles des chromosomes ou du développement qui n'expliquent pas tout, comme les cancers, rétorquent les scientifiques.

Le clonage est une technique « gourmande en ovules », d'où le risque d'un « marché de femmes transformées en productrices d'ovules », selon le Pr Axel Kahn, généticien membre du Comité d'éthique français.

Les chances de réussite sont extrêmement faibles selon l'état actuel des connaissances, 1 à 5 % à peine, selon les spécialistes qui déplorent de « formidables pressions d'argent » dans ce domaine.

LE CENTRE EQUILIBRIUM PRÉSENTE  
L'INSTITUT DE YOGA  
ET DE MÉDITATION

POUR INFORMATION SUR  
LES COURS APPELEZ  
(514) 843-YOGA(9642)

**COMPTES IMPAYÉS?**

Nous récupérons les créances de 100 \$ et plus moyennant des frais de 20 % des sommes perçues sans recours aux tribunaux.

Aucuns frais sans résultat  
Demandez notre documentation gratuite.

**GRÉGOIRE PERRON, avocats**  
Téléphone : (514) 285-6441  
Sans frais : 1 888 285-6441  
Télécopieur : (514) 285-8589  
Courriel : gperron@videotron.ca

**Formation juridique**

Je plaide ma cause...  
Je rédige mes procédures...

150 \$ pour 12 heures de cours

**Institut du droit pratique**

par Me Pierre Marquis, avocat  
Tél. : (514) 490-1852

Croix-Rouge canadienne  
Division du Québec

En tout lieu.  
En tout temps.

1 800 592-7649  
www.croixrouge.ca

**Médecine préventive**

new balance  
WW 810

2A B D 2E 4E

DES LARGEURS POUR SATISFAIRE TOUTS VOS BESOINS,  
POUR COURIR, MARCHER ET S'ENTRAÎNER OU JUSTE ÊTRE À L'AISE.

Spécialiste de chaussures athlétiques depuis 1985

boutique

**endurance**  
6579, rue Saint-Denis, Montréal  
(514) 272-9267  
endurance.montrealplus.ca  
Métro Beaubien / Stationnement disponible

**ANIMAUX**

**4 jours consécutifs** pour seulement **30,48 \$\*** pour 3 lignes

**LES PETITES ANNONCES**

**987-VENDU**  
sans frais 1 866 987-VENDU (8363)

La Presse  
cyberpresse.ca

Pour cette offre spéciale, aucun changement ne peut être apporté au texte original en cours de publication. On peut annuler après la première parution, cependant la facturation s'établira obligatoirement pour le nombre de jours de parution demandé lors de la réservation. Payables avant publication.

## LES PARTIELLES DU 15 AVRIL

À l'approche des élections provinciales complémentaires dans trois circonscriptions le 15 avril, *La Presse* est allée sur le terrain prendre le pouls de l'électorat. Après le comté de Saguenay, nous vous amenons aujourd'hui dans celui d'Anjou.

# Transports, santé et intégrité dominant la campagne à Anjou



ANDRÉ DUCHESNE

EN JETANT UN simple coup d'oeil à l'histoire politique du comté d'Anjou au cours des 20 dernières années, on ne peut qu'avoir un souhait pour les électeurs de cette circonscription provinciale : qu'ils aient un peu de stabilité.

Oui, de la stabilité. Un répit. Car ce comté, créé en 1972 en amalgamant des portions des circonscriptions voisines de Bourassa, Bourget et LaFontaine, a été orphelin plus souvent qu'à son tour. Trois fois, pour être exact.

En 1987 d'abord, avec la démission de Pierre-Marc Johnson, qui, chef de l'opposition à l'époque, faisait face à la grogne des radicaux de son parti. En 1992 ensuite, après le départ de René Serge Larouche, un ancien libéral devenu indépendant pour protester contre la position de son gouvernement sur la question autochtone.

Et enfin l'an dernier, après la démission du député libéral Jean-Sébastien Lamoureux au lendemain d'un verdict rendu par la Cour supérieure à l'endroit d'un de ses or-

ganisateurs, Alberto Berardinucci, reconnu coupable de fraude électorale aux élections de 1998. Lamoureux l'avait alors remporté par la mince marge de 143 voix face au ministre péquiste Pierre Bélanger.

Anjou est un comté où le vote de l'électorat ressemble à un match de ping-pong. Péquiste avec Pierre-Marc Johnson de 1976 à 1988, il passe aux libéraux au moment d'une élection complémentaire en 1988 (Pauline Marois avait alors mordu la poussière pour le PQ) et des générales de 1989, avant de revenir dans le giron péquiste à l'occasion d'une autre élection partielle en 1992 ainsi qu'au scrutin de 1994, pour enfin retomber aux mains des libéraux en 1998.

Cette ambivalence de la population du comté d'Anjou s'est une fois de plus confirmée de façon éclatante lors du référendum sur la souveraineté, en 1995, le NON l'emportant de justesse par 50,49 %, à quelques poussières du score national.

Et après la fusion des villes de l'île de Montréal, certains citoyens semblent avoir encore les élections municipales en travers de la gorge. Comme cet homme rencontré dans la rue près d'un complexe domiciliaire jouxtant la Place Versailles.

« Les élections ? Pouah ! lance-t-il en jetant un oeil torve aux panneaux des candidats tapissant les

poteaux électriques de sa rue. Tu les mets ensemble ou tu les prends séparément, pis sont tous pareils ! Je pense que les gens ne sont pas intéressés à rien. On essaie de vivre au jour le jour. De toute façon, tout coûte trop cher. »

« On vient juste de voter. C'est juste du pareil au même », enchaîne une autre résidente, Mme Thomas, en sortant de chez elle. Elle aussi jette un oeil sur les panneaux. « J'ai été surprise de les voir réapparaître. On venait juste de voter », dit-elle.

#### Fraude vs fusions

Sébastien Tempplier, rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Le flambeau de l'Est*, propose une analyse fort intéressante du choix qui s'offre aux électeurs. « On verra si les gens vont voter contre la fraude électorale ou contre les fusions municipales », lance-t-il.

« C'est évident que nous rappelons aux gens pourquoi ils se retrouvent à nouveau face à une par-

tielle, indique la candidate péquiste Aude Vézina, une avocate de 27 ans. Les gens ont trouvé cela difficile de voir M. Bélanger perdre par une si mince marge. Et ils s'en souviennent. »

Dans le camp libéral, on dément avec vigueur cette façon de voir les choses. « Les gens ne parlent pas des élections de 1998, martèle la candidate de Jean Charrest, Lise Thériault, une femme d'affaires de 36 ans. Ils sont intéressés par les enjeux. Seule mon adversaire péquiste mène sa campagne là-dessus, et je trouve cela inadmissible. »

Peut-être Mme Thériault n'a-t-elle pas écouté son autre adversaire, Nathalie Proulx, de l'Action démocratique, qui assure pourtant qu'« il faut restaurer l'intégrité politique au Québec et dans Anjou ». C'est écrit noir sur blanc et en gros caractères dans son dépliant. Au cours d'une brève rencontre avec *La Presse*, Mme Proulx, une chimiste de 27 ans, précise que cela ne fait pas

uniquement référence aux élections de 1998, mais aussi à ces histoires de lobbyisme et d'espionnage qui ébranlent le PQ et le PLQ depuis le début de l'année.

Mais revenons aux enjeux électoraux du comté. La question de la santé fait l'unanimité parce que le CLSC Mercier-Est/Anjou, qui dessert l'arrondissement, est non seulement situé dans des locaux exigus mais paie un loyer trop élevé.

Autre sujet chaud : les transports. On se sent concerné non seulement par le réaménagement de la rue Notre-Dame (voir autre texte sur cette page), mais aussi par le prolongement de la ligne 5 du métro. La question est de savoir si on doit la prolonger vers le sud, au coeur d'Anjou, ou vers le nord, collée sur l'autoroute 40. Le prolongement de la 25 complète le tableau.

« Nous avons un bon parc industriel, mais il pourrait encore s'agrandir. La déficience dans les transports est pour l'instant un obstacle, analyse Sébastien Tempplier. D'abord parce qu'il manque des infrastructures pour le transport des marchandises et ensuite parce que ce parc est mal desservi par le transport en commun. En raison de cela, des jeunes ne viennent pas travailler ici. »

**Ce comté, créé en 1972 en amalgamant des portions des circonscriptions voisines de Bourassa, Bourget et LaFontaine, a été orphelin plus souvent qu'à son tour.**



Aude Vézina, avocate âgée de 27 ans, candidate du Parti québécois : « Les gens ont trouvé difficile de voir M. Bélanger (candidat défait aux dernières élections générales après une fraude électorale) perdre par une si mince marge. Et ils s'en souviennent. »



Lise Thériault, femme d'affaires, 36 ans, candidate libérale : « Les gens ne parlent pas des élections de 1998. Ils sont intéressés par les enjeux. Seule mon adversaire péquiste mène sa campagne (sur la fraude électorale de 1998). »



Nathalie Proulx, chimiste, 27 ans, candidate de l'Alliance démocratique du Québec : « Il faut restaurer l'intégrité politique au Québec et dans Anjou. »

## Valse-hésitation sur l'autoroute

ANDRÉ DUCHESNE

LA CANDIDATE libérale Lise Thériault et son adversaire péquiste, Aude Vézina, doivent se mordre un peu les doigts aujourd'hui, après s'être publiquement déclarées en faveur du projet qui visait à faire de la rue Notre-Dame une autoroute en tranchée.

C'était avant que le Bureau d'audiences publiques en environnement (BAPE) ne dépose un rapport dévastateur contre cette solution. L'organisme voit au contraire des avantages non négligeables au projet de l'actuelle administration de la Ville de Montréal, qui souhaite plutôt transformer le segment de plusieurs kilomètres en boulevard urbain.

« Au moment où je me suis prononcée, même mon adversaire et l'ancien maire Luis Miranda (maintenant conseiller dans l'équipe de Gerald Tremblay) étaient aussi en faveur d'une autoroute, se défend Aude Vézina. L'important est que l'amélioration de la rue Notre-Dame se concrétise. »

Elle reconnaît ne pas avoir toute l'expertise nécessaire pour se prononcer sur un sujet aussi technique mais précise que, à ses yeux, le projet d'autoroute avait l'avantage de préserver les parcs existants en passant dessous et que l'aménagement d'un boulevard urbain nécessitera peut-être l'érection d'un mur antibruit.

Mme Vézina avait pris publiquement position en faveur d'une autoroute dans un communiqué émis le 7 février, lequel se trouvait encore sur le site Internet du Parti québécois il y a quelques jours. Elle capitalisait notamment sur la position de Luis Miranda dans ce dossier. « Je suis heureuse de constater que Luis Miranda, président du Conseil d'arrondissement d'Anjou, partage mon avis », écrivait-elle.

La candidate libérale a suivi la même voie, se référant à M. Miranda ainsi qu'à divers dirigeants économiques de l'est de l'île. « Je suis sceptique face à l'alternative du boulevard urbain, dans la forme proposée, parce que la présence de feux de circulation et les six voies

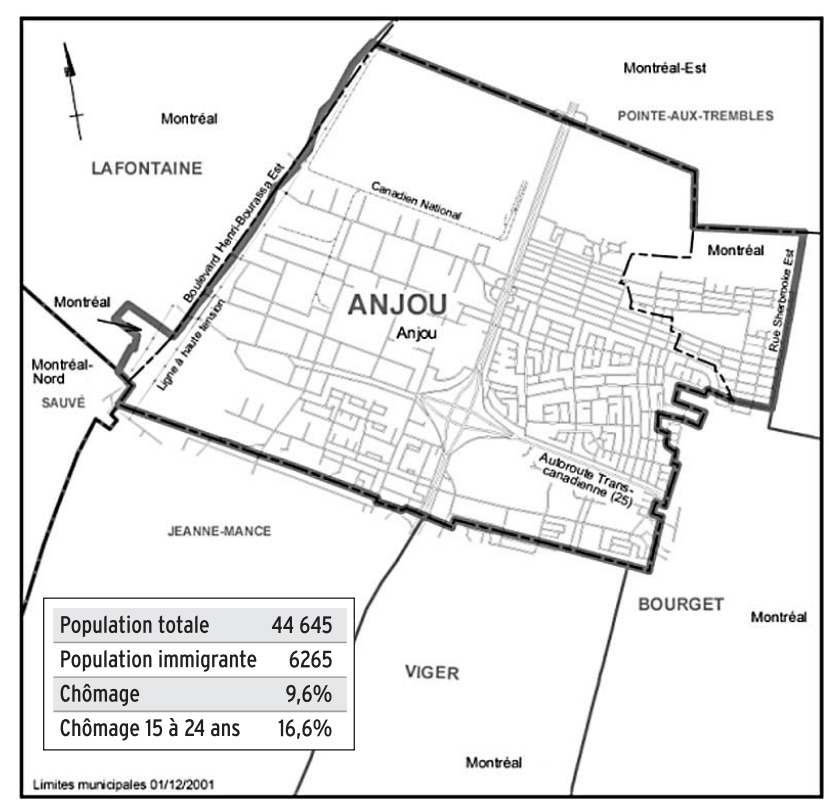
prévues n'entraîneront pas une décongestion suffisante pour alléger la circulation sur l'autoroute 25 », indiquait-elle dans un communiqué émis le 29 janvier et qui a aussi été publié sur le site Web du PLQ.

La semaine dernière, en entrevue à *La Presse*, Mme Thériault assurait que le BAPE avait bien fait son travail dans ce dossier....

La candidate de l'Action démocratique Nathalie Proulx croit de son côté que la question de la rue Notre-Dame n'est pas un dossier chaud dans Anjou. « Les médias insistent pour nous questionner là-dessus mais, dans le comté, les gens s'intéressent davantage aux questions de décrochage scolaire et de santé », assure-t-elle.

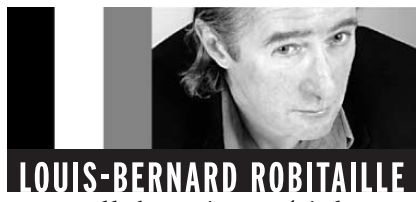
Un observateur indépendant estime que Mme Proulx fait fausse route, ce qu'il impute à sa méconnaissance du comté. Contrairement à ses deux principales adversaires, la candidate adéquate ne demeure pas dans Anjou.

### CIRCONSCRIPTION D'ANJOU



Anjou est un comté où on aurait bien besoin d'un peu de stabilité. Outre l'intégrité des politiciens et l'éternelle question de la santé, les transports y sont un enjeu de taille : non seulement le réaménagement de la rue Notre-Dame, mais aussi le prolongement de la ligne 5 du métro et le prolongement de l'autoroute 25.

# La France rattrapée par le Proche-Orient



**LOUIS-BERNARD ROBITAILLE**  
collaboration spéciale  
**LA PRESSE À PARIS**

Si l'on s'en tient à la froideur des chiffres et des statistiques, on pourrait croire un instant que la France de 2002 a quelque chose à voir avec la Russie du temps des pogroms, ou pire encore.

Rien que pendant la fin de semaine dernière, on a dénombré trois attaques contre des synagogues de grandes villes françaises, dont celle de Marseille, partiellement détruite par un incendie. Au cours des semaines précédentes, d'autres synagogues, institutions ou commerces juifs, notamment en banlieue parisienne, avaient été attaqués au cocktail Molotov, à la voiture-bélier, etc. Dans un « livre blanc » publié le 12 mars, l'Union des étudiants juifs de France recensait 405 agressions antijuives entre le 1<sup>er</sup> septembre 2000 et le 31 janvier 2002. Le rythme aurait plutôt augmenté en février et en mars. De son côté, le CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France) avait dénombré, entre le 9 septembre 2000 et le 20 novembre 2001, 330 « actes d'hostilité » commis dans la seule région parisienne.

Une accumulation d'incidents, de délits et d'agressions qui permettait, en février dernier, au premier ministre israélien Ariel Sharon — excédé par les critiques de la France à son endroit — de proclamer publiquement que, devant cette recrudescence de l'antisémitisme, la communauté juive de France devait se tenir prête à un nouvel exode et qu'Israël était prêt à l'accueillir... Des propos tellement énormes que l'ambassadeur d'Israël en France, Elie Barnavi, a été obligé aussitôt de les démentir et de préciser que, « bien entendu, la France n'est pas antisémite ».

Il n'en reste pas moins que, vus de l'étranger, et à travers le filtre grossissant des médias, ces événements à la suite donnent une image assez inquiétante de la France, où des écoliers juifs sont victimes de violence et des boucheries cacher, attaquées à l'explosif tandis que les murs des villes de banlieue se couvrent d'inscriptions antijuives.

Disons-le tout de suite : de l'avis des meilleurs analystes (juifs) de la question ou des porte-parole autorisés de la communauté juive de France, il est franchement absurde d'évoquer quelque retour que ce soit du vieil antisémitisme de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. On n'est pas dans les années 30, ni de près ni de loin. Certes, la « question juive » n'est pas et ne sera sans doute jamais — surtout en Europe — un sujet anodin qui se discute tranquillement et dans une parfaite objectivité, sans que planent les ombres et les arrière-pensées du XX<sup>e</sup> siècle.

On ne traite pas « des juifs », en France, comme on discuterait « des protestants », même si les uns et les autres constituent des minorités de dimension comparable (700 000 pour les premiers, 900 000 pour les seconds) et même si, après tout, les seconds ont eux aussi connu, dans les siècles passés, de solides vagues de répression de la part de l'État français. La question juive est et restera un cas à part, un domaine perpétuellement piégé, où chaque interlocuteur soupçonne l'adversaire des pires motivations. Ainsi, certains pourront toujours dire que la vague actuelle d'attentats anti-juifs réjouit « secrètement » la frange traditionnelle des antisémites professionnels en France — ou que le vieil antisémitisme refoulé n'attend que ce genre d'occasion pour reprendre du service. Mais ce sont là des fantômes parfaitement invérifiables, qu'aucun représentant sérieux de la communauté en France ne reprend à son compte.

La réalité est d'une autre nature. Il se trouve que, depuis la visite provocatrice de Sharon sur l'Esplanade des mosquées et la reprise de l'Intifada palestinienne qui ont mené à la tragédie actuelle, le conflit au Proche-Orient a fait irruption sur la scène française comme dans aucun autre pays occidental. Pour une double raison, relativement simple.

La première, c'est que la France abrite la troisième communauté israélienne du monde (certes loin derrière les États-Unis et la Russie) et

que cette communauté, majoritairement originaire du Maghreb, est hypersensibilisée à la question arabe.

La seconde, c'est que la population immigrée en France — et qui reste bien loin de l'intégration à la société française — est en très large majorité originaire du Maghreb. Elle est donc à la fois arabe en quasi totalité, et musulmane. On estime aujourd'hui à cinq millions le nombre de musulmans dans le pays. Ni la Grande-Bretagne ni l'Allemagne ne connaissent une telle configuration de leur immigration, qui est beaucoup plus diversifiée, moins monolithique — même si elle n'est pas mieux intégrée à la société, loin de là.

On a en France, avec les jeunes immigrés de la deuxième génération, qu'on appelle les « Beurs » et qui sont désormais français, une population importante et « à problèmes ». Il ne faut pas noircir le tableau : on trouve en banlieue est de Paris ou dans les quartiers nord de Marseille de jeunes Beurs qui sont devenus instituteurs, cadres moyens, animateurs de quartier, et qui fonctionnent admirablement bien dans leur environnement social. Mais inutile de se voiler la face : la situation globale des jeunes Beurs n'est pas loin de ressembler à celle des jeunes Noirs des ghettos américains. Décrochage scolaire effarant, chômage perpétuel et massif, délinquance endémique, tout cela dans des quartiers dont certains sont en état de semi-insurrection contre toute forme d'autorité, y compris la police.

Là-dessus, ces dernières années, est venue se greffer la religion. On a vu des délinquants se transformer en terroristes ou partir en Afghanistan, d'anciens « combattants » de Bosnie ou d'ailleurs revenir en France pour verser dans le banditisme. « Ceux qui préparent les attentats contre les juifs, explique le grand mufti de Marseille, le « libéral » Soheib Bencheikh, se situent à mi-chemin entre la délinquance et le religieux. » Il y a deux ans, à Strasbourg ou à Toulouse, ils auraient incendié des voitures dans la rue ou attaqué la police et les pompiers à coups de pierre. Aujourd'hui, de s'attaquer à des institutions juives, à commencer par les institutions religieuses, leur donne l'impression de se battre pour une cause, celle des Palestiniens.

Aucune relation, de quelque nature que ce soit, entre l'antisémitisme français quasi officiel et catholique des années 1900 et les attentats des 18 derniers mois, qui relèvent de chocs intercommunautaires. Il n'en reste pas moins que la tension monte ici et là, notamment au sein de la communauté israélienne. Et que, à la manifestation pro-palestinienne (pacifique) qui a réuni environ 30 000 personnes hier à Paris devant succéder, aujourd'hui, à une manifestation pro-israélienne. « Pour l'instant, dit le sociologue Pierre-André Taguieff, les agressions sont à sens unique, les organisations juives ont tenu leurs troupes. Mais cela ne durera pas toujours. »

## Toutes les options sur l'Irak restent ouvertes, dit Bush

À Bagdad, le parti Baas appelle les pays de la région à frapper les intérêts américains

Agence France-Presse

CRAWFORD, Texas — Le président irakien Saddam Hussein « doit prouver » qu'il ne développe pas des armes de destruction massive et « toutes les options sont sur la table » concernant l'Irak, a déclaré hier le président américain George W. Bush au cours d'une conférence de presse à sa résidence de Crawford, au Texas, en compagnie du premier ministre britannique Tony Blair.

« Le premier ministre et moi sommes d'accord » sur la nécessité

pour Saddam Hussein de « prouver qu'il ne développe pas » des armes de destruction massive, a affirmé M. Bush en soulignant que « toutes les options sont sur la table » si le dirigeant irakien ne le fait pas.

Saddam Hussein constitue un « danger » car « il a quelque chose à cacher » et c'est « un leader qui a gazé son propre peuple », a ajouté M. Bush.

Tony Blair a souligné qu'il partageait le point de vue du président américain en soulignant que « l'Irak serait un meilleur pays sans Saddam Hussein ».

### Appel irakien

À Bagdad dans l'intervalle, le parti Baas a appelé samedi les Arabes à frapper les intérêts des États-Unis dans la région pour répondre aux « agressions » visant les Palestiniens et l'Irak.

Dans un communiqué publié à l'occasion du 55<sup>e</sup> anniversaire du Baas, le commandement du parti panarabe a appelé « tous les combattants arabes à frapper les intérêts américains dans le monde arabe ».

Le communiqué, reproduit par

l'agence officielle INA, appelle également les Arabes à attaquer « les intérêts de l'entité sioniste (Israël) qui se sont infiltrés dans divers endroits du monde arabe ».

Le commandement du Baas estime que la réaction officielle arabe à l'offensive israélienne en Cisjordanie était insuffisante « face aux agresseurs et leur complots racistes ».

Critiquant implicitement l'initiative de paix adoptée lors du récent sommet arabe de Beyrouth, le commandement du Baas affirme que « les promoteurs de la logique d'un

règlement capitulaire ignorent la réalité et l'Histoire en croyant que reconnaître l'entité sioniste et coexister avec elle en fera un quartier juif dans un vaste environnement arabe ».

« Ceux-ci ne tiennent pas compte de la nature cancéreuse de cette entité étrangère dans le monde arabe », ajoute le texte en appelant au « renforcement de la lutte populaire et démocratique » contre la normalisation avec Israël « alors que le peuple palestinien est massacré et le peuple irakien est sous embargo ».

## EXPRESS INTERNATIONAL

### Cuba | Demande touristique

LE PRÉSIDENT de l'Association américaine des agents de voyage (ASTA), l'Américain Richard Copland, a affirmé hier que cette association appuyait toutes les mesures qui permettent d'éliminer les restrictions aux voyages en vigueur entre Cuba et les États-Unis, et a plaidé en faveur de leur suppression. « Je crois en la liberté des citoyens de voyager où ils le désirent et c'est pour cela que cette association soutient ceux qui veulent éliminer les barrières » légales qui empêchent actuellement le transit libre des passagers et touristes entre Cuba et les États-Unis, a souligné M. Copland au cours d'une conférence de presse à l'issue d'une visite sur l'île caribéenne. — d'après AFP

### Hongrie | Scrutin dominical

À LA VEILLE du premier tour des législatives, le président hongrois Ferenc Madl a exhorté hier les électeurs à user de leur droit de vote et à se rendre aux urnes en masse. « Maintenant, il est temps de donner votre opinion », a déclaré le chef d'État dans une allocution diffusée à la radio. « Chaque vote est décisif. Il est de votre droit de décider de la direction que doit emprunter la nation ».

Les 386 sièges du Parlement doivent être renouvelés au cours de ces élections, à l'issue desquelles la formation victorieuse désignera un premier ministre et formera un gouvernement. La totalité des membres de l'assemblée seront élus pour quatre ans. Un second tour aura lieu le 21 avril, dans les circonscriptions où aucun candidat n'aura obtenu la majorité nécessaire ou dans celles où la participation aura été inférieure à 50 %, le nombre total des circonscriptions s'élevant à 176. — d'après AP

### Portugal | Réforme financière

LE NOUVEAU premier ministre de centre droit José Manuel Durao Barroso a appelé d'entrée de jeu à un « pacte national » entre les principales forces politiques afin de corriger le déséquilibre des finances publiques du Portugal, hier à l'investiture de son gouvernement. Alors que le Portugal a connu un sérieux dérapage de son déficit public en 2001, le nouveau premier ministre a placé le retour à l'équilibre des finances publiques en 2004 au centre de l'action de son gouvernement, dans son discours d'investiture. « La première tâche est l'assainissement des finances publiques », a déclaré M. Durao Barroso, qui a affiché sa volonté d'« équilibrer les finances publiques... de manière durable » d'ici à 2004. Il a annoncé qu'il présenterait un budget rectificatif pour l'année en cours. — d'après AFP

### RDCongo | Poursuite du dialogue

LES POURPARLERS de Sun City ont enregistré vendredi et hier du « mouvement » dans les discussions sur le futur ordre politique en République démocratique du Congo (RDC), mais pas de percée décisive sur le sort du président Joseph Kabila pendant la transition. À six jours de la date-butoir du 12 avril fixée par le facilitateur Sir Ketumile Masire, les 350 délégués ont ajourné hier leur travail à demain, quand une session plénière devrait entériner les résolutions finales. — d'après AFP



| PORTRAIT |

## Le soldat-diplomate Colin Powell

CHRISTOPHE de ROQUEFEUIL  
Agence France-Presse

WASHINGTON — Ancien militaire devenu chef de la diplomatie américaine, Colin Powell, chargé d'une délicate mission d'apaisement au Proche-Orient, a la réputation d'être un élément modéré et pragmatique dans une administration qui compte plus d'un « faucon ».

M. Powell s'est distingué au cours des derniers mois en assemblant une large coalition internationale pour soutenir les efforts antiterroristes américains, après les attentats du 11 septembre.

Le secrétaire d'État (ministre des Affaires étrangères) a également dû, à de multiples reprises, monter au créneau pour calmer les inquiétudes d'une communauté internationale souvent critique face aux pulsions unilatérales de l'administration du président George W. Bush.

M. Powell s'est déjà rendu au Proche-Orient à deux reprises, en février et en juin 2001, des voyages qui lui ont permis de mesurer l'ampleur de la crise entre Israéliens et Palestiniens, mais aussi les réticences des pays arabes face à une éventuelle offensive contre l'Irak.

Premier noir à accéder à une aussi haute fonction dans l'appareil d'État américain, extrêmement populaire chez ses compatriotes de tous bords, M. Powell a gravi tous les échelons de l'armée avant d'endosser le costume de diplomate.

Né le 5 avril 1937 dans le Bronx, à New York, d'une mère couturière et d'un père comptable tous deux d'origine jamaïcaine, Colin Powell décroche un diplôme de l'université George Washington, dans la capitale fédérale.

Il s'engage ensuite dans une carrière militaire de 35 ans, qui le conduit notamment en Corée et au

Vietnam.

Ancien conseiller de la Maison-Blanche pour les affaires de sécurité sous le président Ronald Reagan, il est chef d'état-major interarmes, la plus haute fonction militaire aux États-Unis, durant la guerre du Golfe, en 1990 / 91, sous la présidence de George Bush père.

Après son départ en retraite, en 1993, M. Powell se voue à la cause des jeunes défavorisés, créant le mouvement « America's Promise ». Il refuse régulièrement les offres de mandat politique, écartant même par deux fois d'être candidat à la vice-présidence.

Il a lui-même reconnu avoir une position légèrement marginale au sein du parti républicain, où il bénéficie pourtant d'une aura indéfinissable, prêtant sa caution au courant modéré du parti. Il est ainsi favorable à la « discrimination positive » (affirmative action) pour les minorités et au droit à l'avortement.

« J'ai des opinions différentes. Je suis beaucoup plus modéré sur les questions sociales que nombre de mes collègues le souhaiteraient », affirmait-il peu avant l'élection de George W. Bush.

De récentes prises de positions en faveur de l'usage des préservatifs par les jeunes pour lutter contre le sida lui ont valu les foudres des conservateurs, mais un appui remarqué du président Bush.

Orateur doué mais préférant les discussions pratiques aux diatribes idéologiques, M. Powell aime allier le contact facile du diplomate au sens du commandement du militaire.

Et quand il n'est pas accaparé par ses obligations, Colin Powell retourne volontiers à un passe-temps insolite : mettre les mains dans le cambouis pour retaper de vieilles voitures Volvo de collection.

## Des GI achèvent un programme de destruction de grottes en Afghanistan

### Ils auraient récupéré plein de documents sur Al-Qaeda et les talibans

Agence France-Presse

WASHINGTON — Des centaines de soldats américains sont rentrés à la base aérienne de Bagram, au nord de Kaboul, après une semaine passée à faire des recherches dans les grottes utilisées par les talibans et les militants d'Al-Qaïda dans l'est de l'Afghanistan et à les détruire, ont rapporté samedi les médias américains.

Les soldats ont récupéré des armes et des sacs de documents, y compris des manuels militaires et des dossiers portant des empreintes digitales, selon des journalistes ayant accompagné les forces américaines dans cette opération désignée sous le nom de « Lion de la montagne ».

Après avoir procédé à leurs recherches, les militaires ont détruit certaines grottes au moyen de roquettes antichars et d'explosifs. Mais de nombreuses grottes étaient renforcées par du béton et les soldats n'avaient pas apporté assez de munitions pour les détruire toutes, a précisé la chaîne de télévision câblée CNN.

Certaines des grottes semblaient avoir été occupées récemment et l'une contenait une copie du *USA Today*, daté du 17 mai 2001, selon CNN.

Selon la télévision, l'opération a été décidée à la suite d'informations des services de renseignement selon lesquelles des talibans et des militants d'Al-Qaïda tentaient de fuir au Pakistan.

Selon un porte-parole militaire américain, les opérations se poursuivaient et n'ont fait aucun blessé parmi les soldats. Il s'est refusé à fournir plus de détails.

L'opération intervient après celle, massive, menée le mois dernier sous le nom d'opération Anaconda dans les montagnes de l'est de l'Afghanistan contre une place-forte des talibans et d'Al-Qaïda.

Selon des responsables américains, plusieurs centaines d'entre eux ont été tués durant l'opération Anaconda. Mais ces responsables ont admis que des petits groupes pourraient avoir échappé aux tentatives d'encerclement.

Les soldats américains, et les bombardements menés par l'aviation, ont détruit de nombreuses grottes dans la région de la vallée de Shahi Kot, au sud de Gardez, et emporté des documents, du matériel militaire et des armes trouvées à l'intérieur.

« Nous pensons qu'il y a en Afghanistan à la fois des poches de talibans et de membres d'Al-Qaïda qui sont une force militaire viable avec laquelle il faut compter », a déclaré sur CNN le général Richard Myers, chef d'état-major interarmées.

## AFFAIRES

## Un autre été fleuri



RUDY LE COURS

La floraison des crocus ranime chez l'homo québécois la fièvre du jardinage, un état d'esprit que chérissent pépiniéristes, serristes et toute la panoplie des grandes surfaces qui offrent pour la saison une gamme toujours plus étendue de fleurs annuelles et vivaces, de bulbes d'été, d'arbres et d'arbustes.

Cette année où les coûts de l'énergie sont moins élevés qu'il y a un an réserve peu de surprises côté prix, à moins que vous ne désiriez reboiser votre parterre.

« Il faut s'attendre à une hausse de 15 à 20 % des prix des arbres de gros calibres », prévient Gilles Cadotte, conseiller à l'Institut québécois pour le développement de l'horticulture ornementale. L'organisme de Saint-Hyacinthe dessert ses 270 membres producteurs.

Gros calibre signifie doté d'un diamètre de deux pouces, la qualité recherchée, par exemple, par les municipalités. Ces arbres viendront pour la plupart d'Ontario cette année, à moins que certains centres de jardin en aient quelques spécimens en réserve.

La tenue de floralies ce week-end à Québec qui nourrit l'intérêt pour la décoration de nos coins verts, jumelée à une forte activité dans la construction domiciliaire l'an dernier et cette année encore, permettent aux producteurs, grossistes et détaillants de cultiver l'espoir d'une année prospère.

En outre, les séquelles du 11 septembre en inciteront plusieurs à préférer la lecture pieds nus dans l'herbe plutôt que les fesses dans le sable et la mer. Si tel est le cas, on préférera colorer son décor extérieur.

Encore faudra-t-il que les week-ends de la fin-mai et de juin soient cléments, faute de quoi la saison pourrait décevoir. C'est traditionnellement entre les congés de la fête de la reine Victoria et celui de la fête nationale que les Québécois enjolivent leurs jardins. Après, c'est le temps des vacances, comme dirait Pierre Lalonde.

Or, malgré l'été extrêmement doux, voire torride de l'an dernier, la vente des fleurs annuelles n'a pas comblé les attentes.

« Plusieurs caissettes ont pourri dans les centres de jardin », se souvient Pierre Choquette, copropriétaire avec Jean-Claude et Pierre Paquette de la Pépinière d'Abbotsford, une des plus importantes du Québec.

La raison en est fort simple et, pourtant, déjà bien oubliée : plusieurs week-ends ont été pluvieux durant l'intervalle critique : plusieurs jardiniers en herbe ont moins acheté, faute d'avoir du temps pour flâner dans les jardinerie ou dans leur cour.

## Cinq pour cent d'un milliard

Si les conditions devaient être normales toutefois, l'industrie horticole du Québec, qui comprend producteurs, grossistes, détaillants et fournisseurs de services paysagers, paraît mûre pour une croissance de 5 %.

« C'est moins que les 10 % des années 90, mais c'est tout de même bon », souligne Jacques Côté de la Fédération interdisciplinaire de l'horticulture ornementale du Québec (FIOHQ). Créée en 1977, la FI-



Photo ROBERT NADON, La Presse ©

L'industrie horticole du Québec paraît mûre pour une croissance de 5 % de son chiffre d'affaires. Si les grandes surfaces représentent la façon de s'initier au jardinage, les jardiniers accomplis chercheront conseils et variétés plus rares chez les pépiniéristes.

HOQ regroupe la plupart des associations reliées à l'horticulture, fait la promotion de l'industrie et réunit des données pour mieux cerner ses activités et ses besoins.

L'horticulture au Québec, c'est une industrie dont la taille atteint le milliard de dollars, à la consommation. Elle fait vivre environ 7000 entreprises, la plupart de petite ou moyenne taille, qui emploient jusqu'à 36 000 personnes en haute saison, c'est-à-dire à compter de maintenant.

Selon la FIOHQ, à elle seule la production d'arbres, de fleurs et de gazon anime 1000 entreprises dont le chiffre d'affaires dépasse les 150

millions. Près de la moitié provient de la Montérégie. Le taux d'auto-suffisance dans la production de végétaux d'ornement atteint 50 %, répartis inégalement.

Si on importe des arbres gros calibre, on exporte des conifères (et pas que des sapins de Noël). On serait autosuffisant dans la production d'annuelles (cosmos, gueules-de-loup, oeillets d'Inde, pensées, pétunias, reines-marguerites zinnias, etc.) mais on subirait une très forte concurrence des Ontariens et même des Néerlandais (voir l'encadré) dans les vivaces (asters, chrysanthèmes, clématites, hémérocals, iris, phlox, rudbeckias, etc.).

On produit peu de rosiers par contre, si on se compare à l'Ontario ou la Colombie-Britannique.

De façon générale, la qualité de la production québécoise vaut celle de l'Ontario ou des États-Unis. « Mais cela n'est pas reconnu », déplore M. Choquette. Il s'en prend aussi à l'attitude générale des horticulteurs qui, par crainte de se retrouver avec leur production sur les bras, consentent des bas prix sans équivalent ailleurs. Conséquence : la plupart d'entre eux vivotaient au mieux.

On fait valoir aussi les dangers de prix trop bas, si on a l'intention d'exporter : les Américains crient

vite au dumping, rappellent-ils.

Encore une fois, on le voit, le monde agricole paraît déchiré entre sa volonté de maintenir un mode de vie artisanal et sa nécessité de produire selon des normes industrielles pour ne pas être chassé du marché.

## Le poids des grandes surfaces

Car la production industrielle s'impose toujours davantage, même dans l'horticulture ornementale. La popularité des centres de jardinage dans les grandes surfaces comme Réno-Dépôt, Rona L'Entrepôt, Home Depot et autres Canadian Tire y est pour beaucoup.

Il y a 10 ans à peine, leur importance était négligeable. L'an dernier, 35 % des ventes au détail de produits horticoles ont été faites dans les grandes surfaces, contre 26 % dans les pépinières et 17 % dans les jardinerie, considérées hier encore comme les édens des horticulteurs amateurs. Les marchés publics viennent loin derrière avec 8 %, après les serres (10 %) et les épiceries (4 %).

Les grandes surfaces veulent du roulement et des bas prix. En vendant bon marché, elles attirent une clientèle à qui on pourra proposer aussi, qui un système d'arrosage, qui un cabanon ou une balançoire, qui des meubles de jardin.

Pas question de tenir en magasin toute la gamme de produits qu'on retrouvera chez le pépiniériste.

Chez Réno-Dépôt par exemple, on a abandonné la vente de gros arbres. En revanche, on a négocié très serré l'achat d'annuelles et de vivaces pour garantir des prix aussi bas sinon plus que l'an dernier, assure Paul Hétu, le vice-président communications. Donato Cerone, responsable des achats du secteur horticole, s'est appuyé sur deux fournisseurs, l'un à Saint-Rémi, l'autre à Niagara-on-the-Lake... La cassettes de 15 tiges de Saint-Joseph (pétunias) se détaillera 1,97 \$ et les godets de trois pouces et demi de vivaces 98 cents pièce.

Les serres Rosaire Pion de Saint-Hyacinthe alimentent pour leur part Home Depot et Loblaws. L'entreprise familiale, spécialisée dans la production de vivaces et de fines herbes, réalise 60 % de son chiffre d'affaires dans le gros et 40 % dans le détail, sur place.

« Les grandes surfaces veulent surtout la vivace facile à cultiver et prête à fleurir », précise Caroline Pion, responsable des achats et des ventes. L'entreprise produit donc environ 150 variétés pour le commerce de gros mais en propose plus de 500 chez elle.

Bref, il sera sans doute plus facile de trouver en grandes surfaces de jeunes plants d'espèces printanières comme les anémones, les delphiniums (pieds-d'aloette) ou les primula (primevères) que des plants à floraison automnale tels les aconits ou les orpins, ou des espèces délicates comme la gentiane ou le petit-prêcheur.

Les grandes surfaces représentent souvent la façon de s'initier au jardinage. Une fois qu'on a découvert les charmes et la dextérité de ses pouces verts, on recherchera des variétés plus rares ou plus capricieuses, des arrangements plus élaborés, des conseils. C'est là où les pépinières et les jardinerie restent incontournables et récoltent leur part des quelque 260 \$ qu'un ménage québécois dépense en moyenne annuellement pour des fleurs et des plantes de jardin.

## Le coin hollandais

RUDY LE COURS

SI ON PRONONCE le mot Hollande, il évoquera peut-être les jeux de lumière d'un tableau de Rembrandt chez les beaux esprits ou les arômes d'un édam, d'un gouda chez les gourmets, voire les canaux et les moulins à vent chez les globe-trotters, mais pour le commun des mortels, ce sont les vifs coloris de la tulipe qui viendront à l'esprit.

Si les Pays-Bas détiennent le monopole des bulbes de tulipe, on leur doit la production d'un nombre étonnant de plantes qui égayent nos jardins.

Au printemps, on met en terre toute la panoplie de ce qu'il est convenu d'appeler les bulbes d'été. Il s'agit d'un ensemble de plantes à bulbes, à cornes, à rhizome ou à tubercules produits en grande partie par les horticulteurs hollandais.

L'an dernier par exemple, le Canada a acheté des Pays-Bas 18,3 millions de cornes de glaieul, 14,3 millions de bulbes de lis et 1,45 million de tubercules de dahlia, précise Carol Cowan du Centre d'information des bulbes à fleur, un organisme basé à Toronto et axé sur la promotion des produits néerlandais.

De ces chiffres, le gros est vendu en Ontario et en Colombie-Britannique, talonnée par le Québec.

Les Hollandais ne sont pas en situation de



Photothèque La Presse ©

Pierre Choquette, copropriétaire avec Jean-Claude et Pierre Paquette de la Pépinière d'Abbotsford, une des plus importantes du Québec, se prépare à vivre une nouvelle saison florissante.

monopole pour ces plantes, toutefois. Il existe une production grandissante de lis et de glaieuls au Canada et aux États-Unis.

Devant cette nouvelle concurrence, ces

producteurs exportent aussi des vivaces dont les racines sont vendues enséchées et joliment emballées. Les variétés les plus répandues d'astibes, d'hémérocals, d'hostas, de

muguet ou de pivoinas se retrouvent ainsi sur les tablettes de l'épicier, du petit quincaillier ou de certains magasins entrepôt (Costco, Wal-Mart).

La baisse relative de l'euro depuis son lancement leur permet en outre de maintenir de bas prix chez nous, ce que sont incapables de faire leurs concurrents américains.

Traditionnellement de bons commerçants, les Néerlandais font même davantage. Ainsi, la vénérable maison Vanhof and Blokker (V&B) a déménagé son siège social à Mississauga, en banlieue de Toronto. Tout en exploitant ses champs européens, l'entreprise familiale fondée en 1868 a commencé aussi à produire en terre d'Amérique.

Les prix ont meilleure chance de rester stables, sauf quand certains pays se mettent à acheter massivement une production donnée. Ainsi, il y a huit ans, les Japonais se sont entichés du lis casablanca, une variété orientale d'un blanc immaculé et au parfum capiteux. Son prix est alors monté en flèche, mais la vogue étant passée, il est revenu au même niveau que les autres de sa catégorie, soit aux environs de trois ou quatre dollars pièce, précise Paul Jansen, représentant pour le Québec de V&B.

Comme les Hollandais produisent de très gros volumes, ils se concentrent dans les variétés les plus populaires, du moins pour les plantes dont ils n'ont pas le quasi-monopole.

# AFFAIRES

## VOS FINANCES PERSONNELLES



Illustration : ANTHONY BAKER, collaboration spéciale

# Montréal entre-t-il dans une bulle immobilière ?



**STÉPHANIE GRAMMOND**  
stephanie.grammond@lapresse.ca

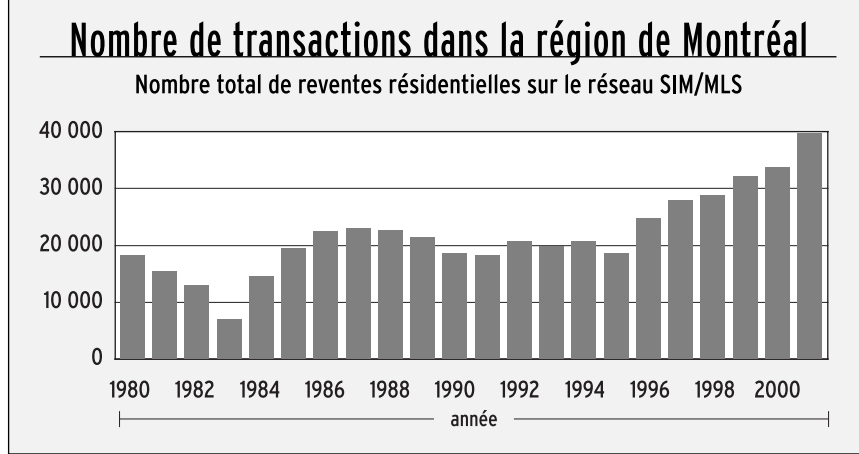
Les acheteurs potentiels font la file aux portes des propriétés à vendre. Bien des maisons trouvent preneurs en quelques jours à peine. Dans certains quartiers, le marché est si serré que les transactions se concluent à un prix supérieur à celui demandé.

Dans la grande région de Montréal, le nombre de transactions sur le marché immobilier de la revente bat des records année après année (encore 36 % de hausse au 1<sup>er</sup> trimestre de 2002). Le nombre de maisons à vendre n'a jamais été aussi bas depuis au moins une décennie. Bien entendu, les prix sont en ascension. Au premier trimestre, ils ont grimpé de 6,5 %. La valeur moyenne des maisons a touché 135 000 \$, soit près d'un tiers de plus qu'en 1995.

Montréal entre-t-il dans une bulle immobilière ? « En général, il n'y a pas de bulle. Mais dans certains coins le marché est très frénétique », répond Michel Beauséjour, chef de la direction de la Chambre immobilière du Grand Montréal (CIGM) qui représente les agents immobiliers. Il pointe plus précisément le Plateau Mont-Royal, Ahuntsic, Rosemont et Beaconsfield.

Cependant, le marché haussier que nous connaissons, plus particulièrement depuis 2001, ne se compare pas avec la bulle spéculative de la fin des années 80 qui était soufflée par l'arrivée en force des baby-boomers sur le marché immobilier.

Entre 1985 à 1989, le prix moyen des transactions sur le marché de la revente dans la région de Montréal avait augmenté annuellement de



Sources : ACI (Association canadienne de l'immobilier) et SCHL (Société canadienne d'hypothèques et de logement)

11 % en moyenne. Le prix moyen a atteint un sommet de 114 000 \$ en 1991. Il a ensuite fallu attendre jusqu'en 1998 pour que les maisons re-dépassent cette valeur.

« En ce moment, il n'y a pas de montée des prix en spirale, comme à la fin des années 80. Les propriétaires vendaient et rachetaient une maison à chaque année, créant une illusion monétaire », rappelle Thérèse Laflèche, économiste chez Valeurs mobilières Banque Laurentienne.

### Des taux d'intérêt anémiques

Quels sont les facteurs qui stimulent le marché immobilier présentement ? Et surtout, vont-ils continuer encore longtemps de nourrir la hausse des prix ?

Évidemment, les taux d'intérêt qui sont tombés à leur plus bas niveau des 40 dernières années, expliquent une bonne partie de l'activité sur le marché immobilier. La différence de coûts entre la location et l'accès à la propriété en est considérablement réduite.

Or, l'économie se redresse plus rapidement que prévu, ce qui pourrait entraîner une remontée des taux d'autant plus hâtive. « Nous ne prévoyons pas de hausse lors de la prochaine réunion de la Banque du Canada le 16 avril. La première

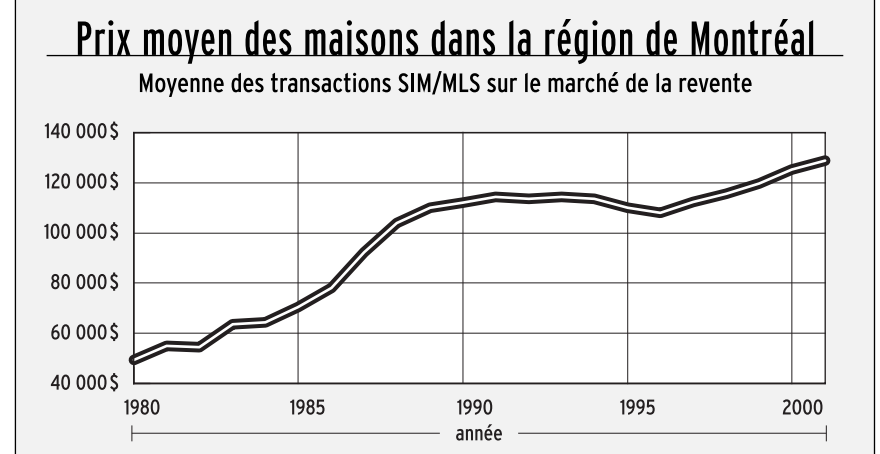
hausse aura probablement lieu en juin ou en juillet. D'ici 12 mois, les taux pourraient remonter de 200 points de base (deux points de pourcentage), si la reprise économique est solide », pense M<sup>me</sup> Laflèche.

En ce moment, le taux directeur de la Banque du Canada est de 2 %. C'est donc dire qu'il pourrait doubler à 4 % au cours de la prochaine année. Même à ce niveau, les taux resteront relativement bas. Ce n'est donc pas un facteur qui fera casser, du jour au lendemain, le marché immobilier, estime M<sup>me</sup> Laflèche. « Mais ça enlèvera un peu de pression sur les prix », dit-elle.

Dans un autre ordre d'idées, on peut souligner que la faiblesse des taux d'intérêt rend les titres à revenus fixes beaucoup moins attractifs. Ceci, combiné à la chute des Bourses, aura peut-être pour effet d'inciter certains investisseurs à privilégier l'immobilier, et plus particulièrement les immeubles à revenus. « Beaucoup d'investisseurs ont été échaudés par leurs pertes sur le marché des valeurs mobilières », remarque M. Beauséjour.

### La vigueur de l'emploi et la pénurie de logements

Autres moteurs incontestés de la



Sources : ACI (Association canadienne de l'immobilier) et SCHL (Société canadienne d'hypothèques et de logement)

croissance de l'immobilier résidentiel : l'emploi, les salaires et la confiance des consommateurs.

Les statistiques, dévoilées récemment (notamment les données sur l'emploi, bien meilleures que prévu, publiées vendredi dernier) démontrent que l'économie canadienne n'a jamais vraiment perdu son souffle et que le consommateur est demeuré actif malgré la récession.

La baisse constante du taux de chômage au cours des dernières années a favorisé la création de nouveaux ménages, à la recherche de logement. Les jeunes qui avaient eu des difficultés à dénicher du travail après la récession du début des années 90, ont eu plus de succès ces dernières années.

L'arrivée dans le marché immobilier des enfants des baby-boomers est l'un des éléments qui expliquent la pénurie de logements locatifs. « Les enfants de l'écho boom sont nés au milieu des années 70. Ils ont aujourd'hui environ 25 ans. Ce sont des demandeurs de logements », explique François Desrosiers, professeur en gestion urbaine et immobilière à l'Université Laval.

La pénurie de logements dans la région de Montréal est accentuée par d'autres éléments, comme l'im-

migration et le déplacement de gens des régions vers les villes.

En ce moment, le taux d'inoccupation se situe à 0,6 % à Montréal, un revirement de situation très rapide puisque au milieu des années 90, le taux d'inoccupation était à un sommet.

Même si la demande de logements est forte, l'offre ne s'ajustera pas de sitôt. La construction d'immeubles locatifs reste faible, car elle est peu rentable. « Le coût de construction moyen d'une porte dans un immeuble à logements est d'environ 70 000 \$. Mais dans le marché de la revente, le prix n'est que de 50 000 \$ », dit M. Desrosiers pour donner un ordre de grandeur.

Bref, le prix des loyers devrait continuer de s'apprécier. « Il y a encore du rattrapage à faire dans le prix des loyers qui reste trop faible dans certaines régions », dit M<sup>me</sup> Laflèche. « Les Québécois vont devoir se faire à l'idée qu'ils devront payer plus cher pour leur loyer », ajoute M. Desrosiers.

Comme il y a une interrelation entre le marché des logements et celui de l'achat de propriétés, la hausse des prix des loyers continuera de mettre de la pression sur le prix des maisons.

# Payez-vous trop cher ?

## Montréal reste une ville très abordable

« IL EST TRÈS difficile de déterminer à partir de quel prix on commence à payer trop cher », avoue Paul Cardinal, analyste de marché à la Société canadienne d'hypothèques et de logements (SCHL).

On ne peut pas se baser sur les prix lors du dernier sommet. On ne peut pas nécessairement se fier à l'évaluation municipale, car les rôles sont établis pour calculer la taxe foncière. Ils varient d'une municipalité à l'autre et ne sont pas révisés souvent. Enfin, on peut difficilement comparer Montréal et d'autres villes.

Sans contredit, Montréal est une ville plus abordable. Il en coûtait environ 128 000 \$ pour acheter une maison à Montréal en 2001, par rapport à 182 000 \$ à Calgary, à 251 000 \$ à Toronto et à 286 000 \$ à Vancouver.

En proportion du salaire annuel, l'immobilier est aussi meilleur marché à Montréal. Le salaire moyen du ménage qui achète une maison dans le Grand Montréal s'élève à 58 000 \$, selon un sondage effectué par la Chambre immobilière du Grand Montréal

(CIGM). C'est donc dire que le prix moyen de la maison (131 000 \$) représente 2,3 fois le salaire brut du couple. « À Toronto ce ratio est supérieur (plus près de trois fois le salaire) même si les salaires sont plus élevés », dit François Desrosiers, professeur à l'Université Laval.

Cependant, on ne peut pas conclure qu'une hausse des prix à Montréal constitue une forme de rattrapage. « Je pense que l'immobilier a fait du rattrapage à Montréal par rapport au reste du Canada entre 1998 et 2000. Mais

depuis six mois, l'avancée se fait vraiment en parallèle », observe Michel Beauséjour, chef de la direction de la Chambre immobilière du Grand Montréal.

En fait, pour évaluer si les prix de l'immobilier deviennent trop chers, il faut plutôt comparer la croissance des prix des maisons avec le taux d'inflation, estime M. Cardinal. En 1987, une année endiablée, la croissance des prix dans l'immobilier avait été quatre fois plus élevée que l'inflation. Au premier trimestre de 2001, les prix des maisons dans la grande région mé-

ropolitaine ont grimpé de 6,5 %... environ trois fois plus que le taux d'inflation.

Un autre ratio peut aider à déterminer si les prix sont raisonnables pour les immeubles à revenus. Présentement, les plex se vendent à un prix qui représente environ cinq fois les revenus annuels générés par les loyers. Si un immeuble produit 50 000 \$ de revenus annuels, son prix est donc d'environ 250 000 \$. « À la fin des années 80, ce ratio avait augmenté jusqu'à sept ou huit », rappelle M. Desrosiers.



PARCOURUE PAR RÉAL PELLETIER

## LA PRESSE D'AILLEURS

The New York Times

Los Angeles Times

The Washington Post

Herald Tribune

THE SUNDAY TIMES

The Observer

## Colin Powell au pays des pitbulls

Le secrétaire d'État débarque d'autorité au Proche-Orient, pinces de désincarcération en bandoulière

Rue Sainte-Catherine est, en fin de jeudi après-midi, le mois dernier, un attroupement gêne le trafic à l'angle de la rue William-David, à proximité du Marché Maisonneuve. La curiosité me gagne. Je gare la voiture et m'approche : à travers des dizaines de jambes qui s'agitent, je perçois un homme étendu sur le trottoir, une partie mal définie de sa tête happée dans les mâchoires d'un pitbull. Le sang gicle, l'homme hurle. Ça dure d'interminables minutes. Tout autour, des badauds croient avoir la solution : certains écrasent les pattes de la bête à coups de talon, d'autres lui rouent les flancs de coups de pied, dans l'espoir que le chien va lâcher prise. L'étau dentaire au contraire se resserre encore davantage sur le crâne du pauvre homme. Qui hurle toujours. Jusqu'à ce qu'un quidam venu de nulle part s'amène avec une sorte d'appareil en bois aux allures de pinces de désincarcération et en arrive finalement à desserrer les mâchoires de la bête.

C'est le genre d'image que l'on rencontre peu souvent dans la vie ordinaire et qui vous habite pendant plusieurs jours, et plusieurs nuits. Elle m'est revenue brusquement en mémoire hier matin à la rédaction de ce texte. Le secrétaire d'État des États-Unis Colin Powell s'amène aujourd'hui au Proche-Orient avec ses propres pinces de désincarcération pour tenter, aussi, de faire lâcher prise à un pitbull sanguinaire.

## Quel pitbull au fait ?

Mais l'image s'embrouille à partir de là, car on a du mal à distinguer dans ce paysage confus du Proche-Orient qui est le pitbull et qui est le pauvre homme au crâne qui pisse le sang gisant au sol.

Plusieurs dizaines de coupures de presse étalées sur ma table de travail me font comprendre que c'est Tsahal — l'armée israélienne — qui joue le rôle de pitbull dans cette affaire, avec son occupation des territoires palestiniens, sa destruction de propriétés et de vergers, ses assassinats sélectifs et ses agressions matérielles contre le siège de l'Autorité palestinienne à Ramallah, en Cisjordanie.

Une autre pile de dépêches pointe plutôt, dans le rôle du pitbull, ces insaisissables dresseurs de kamikazes palestiniens qui paraissent capables désormais d'aller frapper d'une mort cruelle n'importe quel attroupement de personnes ordinaires en terre d'Israël.

À peu près tout a été écrit et dit sur cette guerre — pas toujours larvée, comme on l'a vu — qui antagonise Israéliens et Palestiniens depuis 54 ans. On ne va pas refaire

l'histoire, mais arrêtons-nous un instant sur l'aspect certainement le plus inédit de ce long conflit : l'émergence récente des kamikazes comme facteur de guerre.

## Une arme nouvelle ?

L'idée guerrière du kamikaze ne date pas d'hier, mais son recours actuel n'aura jamais été aussi gigantesque et spectaculaire. Le monde a brusquement découvert les nouveaux kamikazes le 11 septembre dernier, mais les États-Unis paraissent, depuis, avoir réussi à contenir cette vague. Au Proche-Orient cependant, un autre courant kamikaze est apparu, qui n'a pas la portée spectaculaire de l'attentat du World Trade Center, mais qui tue aussi, et qui, par un effet de répétition lugubre, mine lentement le moral d'un peuple, qui commence un peu à n'en plus voir la fin.

Déjà que les six millions de citoyens d'Israël comptent un million d'Arabes dans leurs rangs : une situation objective qui, pour des raisons historiques évidentes, fait redouter que le virus kamikaze palestinien rejoigne des compatriotes arabes, (ce qui s'est déjà produit d'ailleurs). Les colonies juives ensuite, multipliées sur des terres souvent volées aux Palestiniens en territoires occupés, incarnent un mirage permanent qui séduit les dresseurs de kamikazes. Sans compter enfin les enfants de millions de réfugiés palestiniens dont les familles, depuis plusieurs générations maintenant, sont condamnées à finir leur vie dans des camps.

Tant de conditions rassemblées alimentent un terreur de kamikazes abondant et qui, ne serait-ce que pour des raisons démographiques, ne saurait que croître si la société palestinienne n'arrive pas à décider, dans son intimité, que les kamikazes, c'est assez.

En décembre dernier déjà, le *New York Times* soulignait cette tendance lourde d'un désavantage démographique croissant pour Israël, par rapport au monde arabe ambiant. Le *Los Angeles Times* de dimanche dernier rafraîchissait les chiffres à cet égard. Hallucinant : en l'an 2000, Israël ne comptait dans sa population (Arabes compris) que 27 % de citoyens de moins de 14 ans, alors que 47 % des Palestiniens de la bande de Gaza et de Cisjordanie avaient moins de 14 ans. Trois autres pays pas très portés sur l'amitié pour Israël — l'Arabie Saoudite, l'Irak et la Syrie — comptent aussi plus de 40 % de moins de 14 ans.

## Les kamikazes, ça marche !

Pour urgent qu'apparaisse le geste sous l'angle humanitaire,



Manifestants palestiniens sapés d'uniformes apparentés à ceux des kamikazes. Photo d'archives AP

faire jouer les pinces de décarcération dans le conflit actuel, comme s'apprêté à le faire aujourd'hui Colin Powell, reste une opération bien ponctuelle, bien fragmentaire et pas du tout assurée d'entraîner du premier coup la mouvance kamikaze.

C'est que finalement, les attentats kamikazes, c'est une affaire qui marche, constate avec horreur Thomas L. Friedman, dans le *New York Times*. Des Palestiniens, dit-il, découvrent pour la première fois la griserie d'un certain pouvoir qu'ils n'ont jamais connu.

Il cite un chef du Hamas, Ismail Haniya, qui a dit au *Washington Post* que les Palestiniens ont le sentiment d'avoir découvert le point faible des juifs, leur amour de la vie, et qu'ils frappent en conséquence. M. Friedman croit que des Palestiniens agissent ainsi par choix stratégique plutôt qu'en désespoir de cause.

Lamis Andoni, journaliste jordanien d'origine palestinienne, conteste cette interprétation dans l'*International Herald Tribune*. Il en veut pour preuve Wafa Idrees, cette Pa-

lestinienne de 28 ans qui s'est fait sauter à la bombe au cœur de Jérusalem, tuant un homme et blessant des douzaines d'autres personnes. Ses posters aujourd'hui tapissent les murs des faubourgs de Gaza. Le journaliste est d'avis qu'elle ne peut avoir agi, comme le veut une imagerie courante, sur la promesse d'un au-delà « où lui sont offerts des dizaines de jeunes vierges et d'interminables bacchanales ». Il croit qu'elle a opéré par pur désespoir, face au monde entier qui laisse Israël, avec la bénédiction des États-Unis, dépouiller systématiquement son peuple.

Mais M. Friedman insiste : « Les Palestiniens (l'auteur ne fait pas beaucoup de nuances) sont aveuglés par leur rage narcissique au point qu'ils ont perdu de vue la vérité de base sur laquelle se fonde la civilisation : le caractère sacré de la vie humaine, à commencer par sa propre vie. »

## Un test ?

Un politologue israélien, Yaron Ezrahi, est d'avis que l'arme kamikaze actuellement est testée dans

son efficacité de la même manière que l'ont été de nouvelles armes par les nazis et par les alliés durant la guerre civile en Espagne. M. Friedman souscrit volontiers à ce point de vue : cette arme-là, si elle triomphe, menacera tout le monde, y compris l'Amérique, écrit-il d'une plume tremblante.

Dans l'intervalle, peu de journalistes sont allés explorer l'intimité des milieux générateurs de kamikazes au Proche-Orient. Très concurrentiels, les médias britanniques restent cependant friands de ce genre classique du métier, ce reportage où le journaliste, yeux bandés, est conduit dans un repaire de rebelles qui lui livrent certaines informations intimes sur leur mouvement.

La reporter Hala Jaber, du *Sunday Times* de Londres, a vécu cette expérience fin février dans la bande de Gaza, où elle a rencontré une cellule des Brigades des martyrs d'Al-Aqsa : ceux qui se sont présentés comme candidats kamikazes, étudiants en histoire ou en droit international, des jeunes issus manifestement de milieux nantis, lui ont débarrassé un argumentaire fouillé, structuré, qui fait comprendre que le Coran leur inspire un sens du devoir engendré par ce qui arrive à leur peuple, le but final étant de rendre justice à ce peuple. Tuer des juifs dans ce contexte n'est pas un but, mais un argument, un instrument de parcours vers la victoire.

En décembre déjà, le journaliste Kevin Toolis, de l'hebdomadaire *The Observer*, avait aussi rendu visite aux milieux générateurs de kamikazes. Il avait plutôt, lui, contacté des familles de feus kamikazes liés au Hamas, aux portes mêmes de Jérusalem. Il y a vu la famille Masawabi regarder avec respect, pour la énième fois, une vidéo produite par le Hamas et dans laquelle leur fils, Ismail, 23 ans, se prépare fièrement à son attentat suicide. Le père d'Ismail commente : « Je suis heureux quand je vois les juifs pleurer chaque jour. Les juifs ont violé et occupé nos terres, profané Al-Aqsa (troisième plus important lieu saint musulman au monde). Ils méritent ce qui leur arrive. »

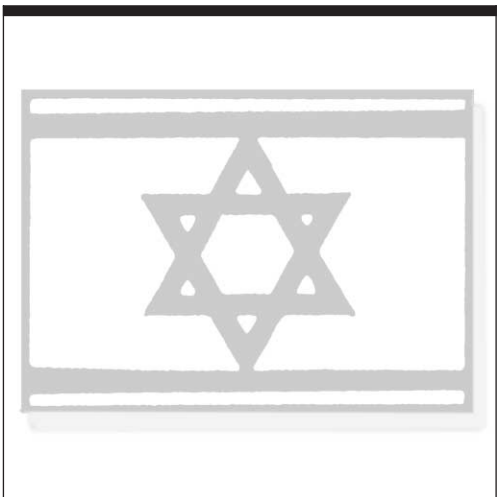
On imagine que pour extirper ce mal de vivre-là, le secrétaire d'État Colin Powell aura besoin de produire, à compter d'aujourd'hui, de géniales pinces de désincarcération. Et de s'en servir adroitement, avant même de pouvoir identifier qui se cache derrière le pitbull : un kamikaze palestinien ou un Ariel Sharon, premier ministre d'Israël ? Tous les deux paraissent bien sûrs de leur aptitude à la personnalisation. Et de leur bon droit.



Newsweek

## Morsures

PARLANT DE pitbulls et d'assimilés, il y a des sociétés qui prennent ces bestioles au sérieux. Un jury vient de trouver coupable de meurtre un couple dont les deux molosses ont mordu à mort une voisine de palier, dans le corridor d'un immeuble de rapport de San Francisco, rapporte *Newsweek*. La victime, Diane Whipple, avait été découverte au bout de son sang, incapable de respirer après que les bêtes lui eurent sectionné le larynx. Marjorie Knoller se trouvait à la maison lorsque les chiens ont accompli le méfait et écopé d'un verdict de meurtre sans préméditation. Son mari, Robert Noel, était absent et a eu droit au verdict de meurtre involontaire. Il fait face à un maximum de quatre ans d'emprisonnement, mais M<sup>me</sup> Knoller, à une peine variant entre 15 ans de détention et la prison à vie. Le couple ira en appel, mais l'affaire fait jaser : c'est la première fois en Californie qu'un propriétaire de chien se voit reconnu coupable de meurtre sous l'effet d'une initiative de la bête. Aucun témoignage n'a établi que les proprios voulaient que les chiens tuent, mais la poursuite a néanmoins convaincu les jurés que le couple savait que les bêtes étaient dangereuses. Une trentaine de témoignages en ce sens ont été produits. Chaque année, 20 personnes — des enfants surtout — meurent de morsures de chien aux É.-U.



The Washington Post

## Ramures

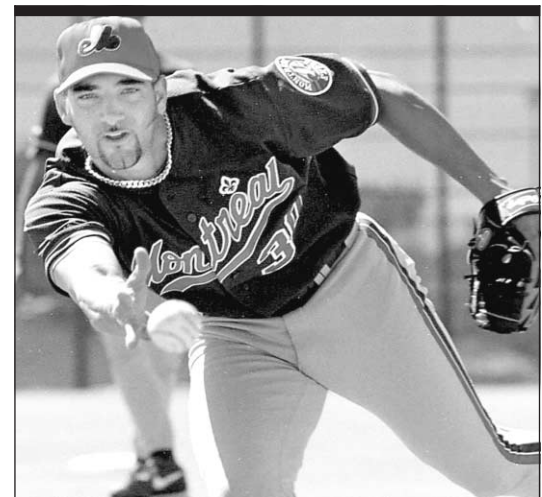
VOLUBILE sur le sujet il y a quelques années, la grande presse américaine est devenue singulièrement silencieuse sur les agissements des PAC (Political Action Committee) veillant aux intérêts de la communauté juive dans la vie politique américaine, dans les coulisses du Congrès en particulier. Mais le *Washington Post* vient de lever le voile sur ce que pensent de l'administration Bush les grandes organisations représentant la communauté juive américaine. Le bulletin scolaire du président est excellent, avec mention très honorable pour la façon dont s'acquitte le chef de la Maison-Blanche du dossier important entre tous, la politique à l'égard d'Israël. Pour une communauté juive américaine qui, à 80 % avait préféré le démocrate Al Gore au républicain George W. Bush à la dernière présidentielle, l'approbation actuelle de M. Bush est remarquable. Plusieurs lobbies pro-Israël de premier plan estiment que M. Bush se révèle personnellement et profondément sympathique à la cause israélienne. On apprécie la dimension religieuse du personnage, son sens de la distinction entre le bien et le mal. Et aussi son laisser-faire à l'égard du Proche-Orient. C'était avant que Colin Powell ne soit dépêché, aujourd'hui, au Proche-Orient. On attend le prochain bulletin scolaire.



The New York Times

## Piqûres

SI CERTAINS esprits contestataires ne comprennent pas pourquoi la facture sociale pour les médicaments d'ordonnance augmente si rapidement ici, ils n'ont qu'à jeter un oeil sur ce qui se passe sous ce rapport aux États-Unis, où se profilent largement des tendances qui nous affectent. L'an dernier — en une seule année — les dépenses des Américains pour des médicaments d'ordonnance auront fait le bond remarquable de 17 %, indique le *New York Times*, atteignant le chiffre de 154,5 milliards de dollars US. À elles seules, les commandes postales ont augmenté de 27 %, atteignant les 20,7 milliards. L'augmentation globale des sommes versées par les consommateurs se chiffre à 22,5 milliards et les seules augmentations de prix comptent pour 37 %. Les prix des 50 médicaments les plus populaires ont crû à eux seuls de 34 %. Les nouveaux médicaments quant à eux représentent 39 % de la croissance des dépenses des consommateurs. Deux médicaments contre le cholestérol figurent en tête du palmarès de popularité : Lipitor, de Pfizer (4,5 milliards de ventes) et Zocor, de Merck (2,7 milliards). Ce qui n'indique pas nécessairement où les Américains ont mal, mais certainement où ils ont peur d'avoir mal. Et la pub d'ailleurs se charge de le rappeler au client.



The Washington Post

## Ratures

QU'ON SE CONSOLE tout de même, si jamais on n'en finit pas de se désoler. Le *Washington Post* prend évidemment pour acquis que les Expos jouent leur dernière année à Montréal, « une ville où le baseball a déjà signifié quelque chose », mais constate que d'autres équipes sont aussi singulièrement touchées — et menacées — par le déséquilibre croissant entre les marchés riches et les marchés pauvres : Miami, Tampa Bay, Minnesota et Oakland. Néanmoins, Montréal demeure « la pièce à conviction A » au procès que fait le *Post* au MLB (l'organisation du baseball majeur). Rien à voir avec la National Football League (NFL) qui, elle, a su appliquer une politique de répartition des revenus qui fait qu'une seule équipe ne menace pas de se retrouver au Super Bowl neuf années sur dix, simplement du fait qu'elle encaisse plus de recettes que les autres. Le journal dit que jamais ouverture de saison n'aura projeté pareil sentiment d'instabilité, un moment privilégié où les fans devraient normalement deviser sur ce qui arrivera du record de circuits de Barry Bonds, ou aux Cards, maintenant que Mark McGwire a pris sa retraite. Le fait que tant d'équipes, parce qu'elles n'en ont pas les moyens, ne puissent pas espérer se rendre en séries éliminatoires érodera la qualité moyenne même du spectacle. Le fait est « troublant » concède, les oreilles molles, le commissaire du baseball majeur, Bud Selig.

# Forum

## Les petites merveilles

Le caractère particulier de Montréal lui est donné par son architecture vernaculaire, c'est-à-dire populaire, par un langage architectural parlé uniquement ici

*Au moment où le premier ministre Landry vient de lancer le projet de construction d'une salle de concert et alors que se terminent sans grand enthousiasme les travaux d'agrandissement du Palais des congrès, il y a lieu de se poser la question : « Montréal a-t-elle les moyens de se payer de beaux édifices ? » Nous publions aujourd'hui, demain et mardi une série de textes sur la question.*

JACQUES FOLCH-RIBAS

*L'auteur est architecte. Ex-professeur à l'École des beaux-arts, à l'Université de Montréal et au cégep de Saint-Laurent, il est aussi écrivain.*



FAUT-IL qu'une grande ville possède de grands édifices qui lui donnent un caractère particulier ? La question semble pertinente à qui se promène par les rues de Montréal. Je me souviendrai longtemps de cet ami architecte qui vint me rendre visite, aux années soixante-dix, et je me posais la question

lancinante : quoi lui montrer ?

Innocent que j'étais.

Je cherchais une bibliothèque, si possible nationale, aux lignes pures, aux volumes savamment agencés, signée d'un grand nom de notre architecture contemporaine... Il n'y en avait pas. Ou quelque autre bâtiment d'importance : un musée d'art moderne ? Un palais de justice ? Une cathédrale ? Tous édifices d'envergure, qui auraient un style — une beauté — contemporaine, et locale, c'est-à-dire un traitement que l'on pourrait reconnaître québécois, voire canadien ? Non, ceux que Montréal possédait avaient cette beauté fanée que l'on dit historique. De beaux restes. C'était la ville des beaux restes.

**D'autres petits pays**

Je songeais à d'autres pays, certains de petite importance, comme le nôtre. Je songeais à d'autres architectes. Créateurs de toutes contrées, de la seconde moitié du siècle — certains sont encore vivants.

La Finlande avait vu naître Alvar Aalto. Il avait créé un style nordique : des compositions par agglutination. Influencé par Neutra. Un style.

Louis Kahn, né en Estonie. Il avait créé un style : le brutalisme, la plastique des masses simples. Influencé par les tours romanes d'Italie. Un style.

Oscar Niemeyer, brésilien. Il avait créé un style : l'élégance des formes, la ligne sculpturale. Élève de Le Corbusier (qui était suisse).

Pei Jeo Ming, sino-américain. Il avait créé un style : géométrie forte et pure. Élève de Gropius (allemand).

Kenzo Tange. Japonais. Il avait créé un style : techniques d'avant-garde, surfaces gauches. Le plus grand des élèves de Le Corbusier.

Je songeais à ces créateurs, à ces artistes en architecture de tous pays, grands ou petits, qui avaient essayé d'apporter de la beauté, une sorte de beauté à la fois située dans une société donnée, et contemporaine. Ils s'étaient tous influencés, le passé les avait inspirés. Rien de plus normal, c'est ainsi depuis le début des temps. Leur première préoccupation, semblait-il, était de créer une beauté particulière. Embellir la vie. Vaste programme, certes, celui de tous les artistes... Mais alors, chez nous ?

**Critères de technocrates**

On peut dire, sans vexer personne, que je

ne voyais personne qui ait pu relever le défi. Les raisons de cela sont nombreuses, on ne peut, ici, qu'en résumer les plus importantes. D'abord, le système d'attribution des commandes de l'État, un système aberrant, censé remplacer le bon plaisir électoral du bon vieux temps... mais fondé sur des critères de technocrates, rentabilité, économie, rapport qualité-prix (!) avec lesquels aucune architecture n'est possible. Aucune beauté n'est possible. Rappelons qu'aucune architecture du passé ou du présent ne fut rentable, ni économique, sauf très rarissimes exceptions.

Ensuite, la formation des architectes dans un esprit de dépendance envers la civilisation matérialiste à l'américaine — c'est-à-dire la castration de l'esprit de beauté. On peut dire aussi, en vexant tout le monde, qu'il n'y a pas eu, jamais, au Québec, un gouvernement, ou ministre ou autre, qui ait manifesté un désir d'architecture... Peut-être non plus une opinion publique ?

L'architecture, ce n'est pas de la construction (même bien faite), ce n'est pas seulement cela : c'est « le jeu superbe et magnifique des formes dans la lumière (Le Corbusier) » et encore « l'expression d'un mode de vie de société (Gropius) ». Le mépris, au plus, l'ignorance, au moins, de l'architecture est immense. On semble ignorer qu'il n'y a pas eu de civilisation sans architecture, depuis les Mayas jusqu'à l'Asie, en passant par l'Europe.

Il s'agissait, il s'agit toujours, d'inscrire l'architecture dans l'art d'aujourd'hui, et dans un art contemporain. Pas facile, admettons-le, mais fallait-il baisser les bras ?

### Des bâtiments publics à l'ancienne

Me voilà au désespoir. Ah mais non. Je parcourais Montréal et découvrais de petites merveilles. Des bâtiments publics à l'ancienne, servis à l'ancienne, des églises et presbytères, des machins à colonnes grecques et romaines, des trucs prétentieux et snobs mais pas toujours — en tous cas moins prétentieux et snobs que certaines constructions actuelles qui défigurent un quartier (donc son mode de vie), des bâtisses historiques, bien sûr, et même folkloriques. Mais aussi des architectures d'habitation, de pleines

rues d'édifices petits (la beauté petite) sans prétention mais belles, tout simplement grouillantes de petites beautés accumulées. Un quartier, une rue, c'est beau lorsque vous vous apercevez que quelque chose jure, comme une verrue. Là, vous savez ce qui est beau.

Tenez, levez les yeux. Souvent, cela se passe aux corniches, et aux toitures. Il y a là des richesses de décor et d'invention, des métopes, des faitières ouvragées, des tourelles en lanterne, des mansardes fausses, mais drôles, des corbeaux, des encorbellements... Ne regardez pas seulement nos escaliers extérieurs, célèbres dans tous les guides touristiques mais qu'il faut « pelletter » l'hiver. Regardez partout. Rien n'est excessif, tout garde une échelle humaine.

Peut-être, après tout, que le caractère particulier de Montréal lui est donné par son architecture vernaculaire, c'est-à-dire populaire, par un langage architectural parlé uniquement à l'intérieur d'une communauté, le Québec ? Tout comme il existe une société particulière en Nouvelle-Angleterre (j'aime bien), une communauté avec sa propre architecture ?

On dira : vous vous consolez. Vous déplorez un manque, alors vous vous contentez de



« Je parcourais Montréal et découvrais de petites merveilles : des bâtiments publics à l'ancienne, servis à l'ancienne, des églises et presbytères, des machins à colonnes grecques et romaines, des trucs prétentieux et snobs mais pas toujours... »

ce qui existe. Mais ce qui existe est très intéressant, justement parce que ce n'est pas une commande publique, un gros édifice, fait par un architecte local et bouffi de suffisance, mais la réponse particulière du Québec (son peuple) aux petits problèmes de vie de tous les jours. Si je pouvais me permettre un ancien mot, je dirais : une architecture de gauche. Et cette réponse est souvent belle, sans prétention. Typique. Vous n'aimez pas le mot, cher confrère ? Tant pis.

Tant pis pour les bâtiments publics, ou les grands édifices qui ont été et sont encore et toujours de mauvais plagiats, dans leur volumétrie comme dans leurs composantes, d'architectures venues d'ailleurs et de nulle part, pauvres en beauté, banales, et rentables (oh oui ! hélas !).

L'architecture est un instrument de bonheur. Par sa beauté, mais aussi par le genre de vie qu'elle impose, duquel elle est issue, et duquel elle sera toujours responsable.



Détails de la façade de l'édifice Caverhill, dans le Vieux-Montréal.

## Des symboles de civilisation



PHYLLIS LAMBERT

*L'auteure a été la fondatrice et la directrice du Centre canadien d'architecture (CCA).*

LES BÂTIMENTS

et sites de marque consacrés à des usages qui répondent aux plus hautes aspirations de la société ont toujours représenté un symbole de la civilisation. Intimement liés, les fonctions et les bâtiments qui les abritent témoignent des changements de société. C'est ainsi qu'à mesure que les civilisations du monde occidental sont devenues de plus en plus complexes, les préoccupations rituelles et spirituelles se sont peu à peu différenciées de la pratique du culte religieux, et en sont ve-

nues à nécessiter leurs propres formes bâties pour abriter certaines des plus nobles activités humaines.

C'est ainsi qu'en plus d'ériger des lieux de culte, les sociétés se sont mises à consacrer beaucoup de talent, de soins et de ressources à l'art de construire des bâtiments qui ont progressivement succédé à ces derniers : parmi les plus importants figurent les théâtres, les bibliothèques, les universités, les musées, les hôpitaux, les palais de justice et les salles de concert. Ces monuments demeurent aujourd'hui les plus représentatifs ; s'y ajoutent ces constructions qui marquent la première prise de contact avec l'autre — l'étranger, le stranieri, le visiteur — soit, la gare, l'aéroport, le palais des congrès.

**Bâtiments prestigieux**

Outre ses lieux de culte, Montréal possède des bâtiments universitaires prestigieux de la fin du

XIX<sup>e</sup> et du milieu du XX<sup>e</sup> siècle ; des bâtiments célèbres à travers le monde ont été associés à Expo 67, au même moment que débutait la mise en valeur du Vieux-Montréal et la reconnaissance de notre patrimoine bâti. Également, la ville s'est enrichie de la Place des Arts puis, dans les années 80, de nombreux bâtiments de musées et, enfin, dans les années 90, de la réappropriation du Vieux-Port.

L'ensemble de ces sites et monuments, tout comme d'autres lieux de rassemblement plus petits et conçus avec soin — théâtres, cinémas, restaurants —, dispersés sur le territoire, ont donné un essor extraordinaire à la vie culturelle et quotidienne dans notre ville, tout comme ils ont contribué à la renommée de Montréal. De nouvelles structures sont maintenant planifiées ou en construction : c'est le cas de la Grande Bibliothèque, tout comme de l'agrandissement du Palais des congrès et du nouveau bâ-

timent prestigieux de la Caisse de dépôt, ces derniers définissant une nouvelle place publique qui permettra enfin de rétablir le lien entre le Vieux-Montréal et la ville. Une nouvelle salle de concert vient aussi d'être annoncée et on planifie la mise en chantier de nouveaux hôpitaux.

Ces nouveaux bâtiments orientés vers le public pourraient nous permettre de consolider et d'améliorer la qualité des acquis des cinquante dernières années quant au traitement des bâtiments destinés aux usages qui répondent aux plus hautes aspirations de la société. L'un de ces acquis est une compréhension de l'insertion respectueuse de nouveaux bâtiments dans le tissu urbain, ainsi qu'une plus grande conscience de l'espace public.

**Consultations publiques**

L'art de l'architecture a considérablement profité du processus des

consultations publiques, ainsi que du fait que des architectes sont choisis par le biais du processus public que constitue le concours d'architecture. Ce processus a été récemment étendu, par le ministère de la Culture et des Communications, aux bâtiments du gouvernement du Québec avec le concours de la Grande Bibliothèque du Québec. Ces processus impliquent une définition claire des usages et, lorsqu'ils sont bien dirigés, les concours d'architecture peuvent à tout le moins nous protéger contre les bâtiments idiosyncrasiques et, dans le meilleur des cas, mener à la construction de bâtiments de grande qualité. Ce sont les strates cumulatives de bâtiments remarquables qui caractérisent les grandes villes.

**DEMAIN : Pourquoi construire moche ?**

## Forum

Stopper  
la course folle (2)

Nous publions aujourd'hui le dernier d'une courte série de deux éditoriaux portant sur la vision du marché du travail chez les jeunes.



KATIA GAGNON

kgagnon@lapresse.ca

Si l'allergie à la « travaillite » de la jeune génération se maintient, que devront faire les entreprises pour s'adapter? Plusieurs d'entre elles ont déjà commencé à offrir des horaires plus souples, des vacances étendues, des semaines de quatre jours. Ces entreprises ont même découvert que ces aménagements pouvaient être payants pour elles, sauf dans ce qui constitue le dernier bastion des workaholics : les postes de cadre.

La Banque de Montréal, Merck Frosst, Sico, Alcan : ce ne sont là que quelques exemples de compagnies qui offrent à leurs employés diverses modalités pour assouplir leurs horaires. Les initiatives de ces entreprises constituent encore cependant l'exception. Moins du tiers des parents ont accès à des horaires de travail flexibles. Moins du quart d'entre eux ont des congés payés pour honorer leurs obligations familiales. Résultat : le nombre d'absences au travail causées par des obligations personnelles a presque triplé en 20 ans.

Et pourtant, une étude du Conference Board a démontré qu'il pouvait être avantageux pour les entreprises d'accommoder leurs employés. Près de 80 % des chefs d'entreprises ont estimé que les horaires souples avaient entraîné des retombées positives en ce qui a trait à l'absentéisme. Le désavan-

tage majeur de ces horaires, c'est encore leur rareté. Les détenteurs d'emplois à horaire souple sont souvent perçus comme des oiseaux rares, surtout s'ils ont le malheur d'être des hommes. Ils sont donc déconsidérés quand vient le temps d'offrir des promotions.

Une promotion. C'est généralement là que s'arrête la bienveillance des entreprises. Partout, on avertit bien les employés que les fonctions de cadre sont incompatibles avec l'horaire souple. Mais les compagnies où les femmes sont de plus en plus présentes, où les hommes assument de plus en plus leur part des obligations familiales, devront-elles s'adapter à cette nouvelle réalité? Peut-être. Car les jeunes qui tiennent vraiment à leur qualité de vie refuseront ces postes, comme c'est déjà arrivé à 12 % des travailleurs.

Maintenant, l'État doit-il intervenir dans ce jeu délicat, comme le réclamait cette semaine la Jeune Chambre de commerce? En tout cas, pas de façon brutale. On a vu, avec l'exemple français, que les politiques de réduction du temps de travail, considérées par certains comme une panacée en matière de lutte au chômage, ont occasionné moult effets pervers et situations loufoques. On a vu des cadres « tricher » sur l'horaire avec la complicité de leurs secrétaires pour dépasser la limite légale des 35 heures...

Le gouvernement devrait d'abord commencer par donner l'exemple avec sa propre fonction publique. De timides mesures ont été élaborées en la matière, qui pourraient facilement être étendues. Ensuite, il ne serait pas mauvais que Québec tente de sensibiliser les entreprises à la question. Mais soyons pragmatiques : dans la prochaine décennie, la réalité économique de rareté de la main-d'œuvre aura bien plus d'effet sur le monde des affaires que n'importe quelle loi du gouvernement.

## La Presse

ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration  
GUY CREVIER > Président et éditeur  
MARCEL DESJARDINS > Vice-président et éditeur adjoint  
PHILIPPE CANTIN > Directeur de l'information ANDRÉ PRATTE > Éditorialiste en chef

## CETTE FIN DE SEMAINE, N'OUBLIEZ PAS D'AVANCER L'HEURE



Paul Bordeleau, collaboration spéciale

Droits réservés

## DANS LA PRESSE ANGLOPHONE

Le Parti québécois  
affronte la réalité...

Nous vous présentons chaque semaine une sélection d'éditoriaux parus dans la presse anglophone du pays. La traduction est de La Presse.

(The National Post, 2 avril)

SELON Jean-Pierre Charbonneau, ministre québécois des Affaires intergouvernementales et principal stratège séparatiste du Parti québécois, la plupart des Québécois manifestent peu d'intérêt à se séparer du Canada dans un avenir prévisible. Voilà un fait bien connu, mais qui constitue une admission étonnante de la part d'un parti dont la véritable raison d'être est de créer un nouveau pays et dont le chef, le premier ministre Bernard Landry, a promis l'indépendance d'ici 2005. Si cet aveu profite au Canada d'une manière directe et limpide (la menace d'un éclatement s'estompé), de nombreux autres bénéfices indirects nous apparaissent également.

C'est une évidence politique qu'un gouvernement du Québec doit chercher noise à Ottawa, inventer des ressentiments et mettre l'accent sur ses différences d'avec le reste du pays. Mais ayant temporairement renoncé à l'objectif de souveraineté, l'actuel gouvernement du PQ a été contraint de se mettre en quête d'autres projets plus constructifs. Et les thèmes que le gouvernement de M. Landry a choisis à titre de remplacements (la réforme de la démocratie et des changements à la fiscalité du système fédéral) contiennent en fait des promesses d'amélioration de la Confédé-

ration et non pas sa destruction.

Une semaine avant de renoncer au projet de souveraineté, M. Charbonneau a dévoilé le projet de son gouvernement concernant une révision de fond en comble du système électoral au Québec. Parmi les sujets abordés, l'adoption de la représentation proportionnelle, l'élection d'un président provincial par suffrage direct, un cabinet non élu et la séparation, de type républicain, entre le pouvoir exécutif et le Parlement. M. Charbonneau a raison de faire observer l'existence de problèmes au sein du système démocratique en vigueur au Canada. Si les propositions du Québec se limitent à l'arène provinciale, l'utilisation de l'expression « monarchie élue » décrit bien, cependant, la situation qui prévaut à l'échelle fédérale.

En l'absence d'une campagne sur la souveraineté, l'autre grande initiative du gouvernement de M. Landry concerne la réforme des relations fiscales entre Ottawa et les provinces. La Commission Séguin, qui a soumis son rapport le mois dernier, incite le gouvernement fédéral à céder davantage de son pouvoir de taxation aux gouvernements provinciaux. L'idée a du bon. Dans le *Financial Post*, la semaine dernière, Jack Mintz, président de l'Institut C.D. Howe, et Michael Smart, économiste à l'Université de Toronto, faisaient valoir que le projet du Québec pourrait se traduire par un système plus responsable et plus efficace touchant les finances fédérales et provinciales, et serait susceptible d'entraîner une réforme du système de soins de santé par la même occasion.

## ... Le Québec aussi

(Globe and Mail, 1<sup>er</sup> avril)

LORSQUE Lucien Bouchard a démissionné de son poste de premier ministre du Québec l'an dernier, il était manifeste qu'il avait perdu le feu sacré. Alors, le Parti québécois s'est tourné vers Bernard Landry, séparatiste de longue date, pour ranimer la passion du gouvernement envers l'indépendance. Le temps de la souveraineté approchait, disait-il. La « période de deuil » à la suite du référendum perdu de 1995 était terminée; en 2005 au plus tard, le Québec aurait pris la place qui lui revient au sein des nations.

Mais la réalité s'est imposée petit à petit aux séparatistes québécois. Les Québécois ne souhaitent plus perdre du temps sur un projet destructeur et futile visant à bâtir un pays. Ils sont trop occupés à créer une économie et à la faire croître, trop engagés dans les questions pratiques soulevées par leur système de soins de santé bien mal en point, leurs garderies, leurs familles. Seulement 2 % considèrent la souveraineté comme leur plus grande priorité et, de toute façon, pas plus de 15 % ont en faveur d'une séparation complète d'avec le Canada.

Ils ont perdu le feu sacré. M. Bouchard a compris cela et il est passé à autre chose. Aujourd'hui, M. Landry et son gouvernement ont également compris, et tous les Canadiens, y compris les Québécois, doivent leur en être reconnaissants.

## Que s'est-il passé ?

Que s'est-il passé? L'intérêt pour la cause s'est émoussé chez les jeunes. Il y a 10 ans, 70 % des jeunes de moins de 25 ans appuyaient le PQ. Aujourd'hui, cette proportion est tombée à 50 %. Les jeunes Québécois, tout comme leurs semblables dans le reste du Canada et dans le monde industrialisé, ont été profondément influencés par la mondialisation, l'Internet, et l'accès plus grand à la formation post-secondaire. Bien que l'une des réactions à la mondialisation ait peut-être, chez certains d'entre eux, consisté à s'accrocher au pied de clôtures plus hautes, les jeunes réagissent rarement de cette façon. C'est peut-être qu'ils sont attirés, de manière innée, par les occasions qui s'offrent et qu'ils perçoivent, à juste titre, qu'il est dans leur intérêt de garder les portes ouvertes.

Il en résulte, partiellement, que la langue a cessé d'être la principale préoccupation politique. La langue est principalement une question économique. De nombreuses familles francophones souhaitent que leurs enfants aient une bonne connaissance de l'anglais. Les faucons qui réclament des lois plus contraignantes en matière de langue n'ont plus le haut du pavé. Et sans la question de la langue, quel est le fondement du projet séparatiste au Québec? L'humiliation des Français par les Anglais? De la vieille histoire que tout ça.

Le Québec prospère. Ses écoles, ses artistes, son économie font tous de grands progrès au sein du Canada. Les succès mêmes de la province confirment aux Québécois qu'ils peuvent s'épanouir au sein du Canada.



Bernard Landry

## La reine mère, 1900-2002

(The Telegram, 3 avril.)

SI VOUS AVEZ un certain âge, vous vous souvenez peut-être d'elle dans le rôle de la reine consort, en visite à Terre-Neuve en juin 1939 en compagnie de son époux, le roi George VI.

Ou vous vous rappelez peut-être que quelques mois plus tard, elle avait refusé de quitter son palais, apprenant même à tirer du pistolet pour le défendre, au moment où des bombes lancées par les nazis tombaient sur Londres. Après que l'une d'elles eut touché le palais de Buckingham, elle aurait lancé : « Je suis contente que nous ayons été bombardés; j'ai le sentiment que je pourrai maintenant regarder le East End en face. »

Peut-être aussi la connaissez-vous sous les traits de la « grand-mère préférée » des Britanniques ou de la dame souriante aux charismants chapeaux. Ou alors comme la grande mordue et propriétaire de chevaux de course. Ou bien encore comme la « maman bien conservée » qui ne dédaignait pas un verre de gin ou de Dubonnet ou même de bière à l'occasion.



Quel que soit le nom qu'on lui donne, Elizabeth Bowes-Lyon (reine Elizabeth, reine mère), elle fut l'objet d'une grande affection en Grande-Bretagne tout autant qu'au Canada.

Chaque génération l'a perçue différemment. Mais quel que soit le nom qu'on lui donne, Elizabeth Bowes-Lyon (reine Eliza-

beth, Reine mère), elle fut un personnage bien-aimé chez elle et dans ce pays, également, une femme dont la vie a embrassé tout le 20<sup>e</sup> siècle.

C'est une femme qui fut projetée sous les réflecteurs lorsque son mari devint roi à la suite de l'abdication de son frère aîné, le roi Édouard VIII. Mais elle a toujours refusé de se faire toute petite sous le feu croisé de la vie publique.

Au fil des décennies, tandis que tout changeait, elle est demeurée un symbole de stabilité et de force, de plaisir et de vitalité aussi.

Son sens de l'honneur, de la majesté et sa touche populaire ont inspiré et charmé des générations entières. Fille d'un comte écossais, mais tout de même roturière, elle fut l'une des architectes de la monarchie anglaise moderne, dit-on.

Elle a ramené la royauté dans les bonnes grâces du public et rendu la famille royale plus accessible à ses sujets. (Parmi les changements qu'on lui doit : les bains de foule, qui datent de sa visite de 1939, lors de son séjour à Ottawa).

Sa mort à l'âge de 101 marque la fin d'une époque.

Mais sa disparition peut fournir aux Canadiens plus amples motifs à réfléchir à l'avenir de la monarchie.

Un sondage récent, dont les résultats, par coïncidence, ont été annoncés en même temps que la mort de la reine mère, montre que ce pays est divisé quant à l'avenir de nos liens avec la monarchie. À peine la moitié des Canadiens souhaitent maintenir cette institution.

Et même en Grande-Bretagne, le tiers de la population en a assez des scandales au sein de la famille royale.

Le public, de plus en plus, tend à accueillir avec un bâillement collectif la question de la survie de la famille royale.

Mais la reine mère avait survécu à des temps difficiles et qui pourrait dire qu'en des circonstances semblables, Charles ou bien William, du reste, serait incapable de se montrer à la hauteur de la situation et d'insuffler une nouvelle vie au sein de ce qu'on a appelé l'entreprise familiale?

## À votre tour

# Fuyez le malheur!

DANIEL LAFLAMME

L'auteur est un Montréalais.



Monsieur Jean-Michel Soulard nous faisait part, à titre d'auteur de la Lettre de la semaine (*La Presse*, 24 mars), de ses réflexions sur le bonheur. Comme j'ai éprouvé quelques serments de coeur en le lisant, je me permets donc de lui fournir les réflexions que son texte a suscitées chez moi.

Cher monsieur Soulard vous êtes probablement dans la vingtaine, mais moi je suis dans la cinquantaine : ce qui fait toute une différence. Comme vous, j'ai trimé dur toute ma vie pour me tailler une place et me bâtir une vie. Je n'ai pas toujours été premier, loin de là, mais je n'ai pas non plus manqué de rien. Chez moi aussi les parents étaient aimants, le frigidaire plein, les draps confortables, le gazon vert et grand (je viens de la campagne) et les chiens et chats gambadaient. Et pourtant, vivre, pour moi, était tellement difficile!

J'ai donc été obligé de constater que le malheur était en moi, dans ma tête : il m'habitait. J'ai été forcé de le dompter, de l'affronter et de me battre pour survivre. Chaque jour, j'ai dû affronter mes démons et m'engager sur un long chemin où j'ai dû enlever branche après branche (ce fut long et pénible, croyez-moi!) afin de le trouver ce bonheur, dans un éclairci; tout près, en moi. Et j'ai enfin compris qu'il fallait pour le trouver, fuir le malheur.

Car, comme vous, j'avais des rêves pour réussir ma vie. Propriétaire d'une maison sur le bord d'un lac tranquille : la maison s'est lézardée et les moteurs ont fait leur apparition sur le lac! Ma compagne était heureuse, mais des deuils tragiques, des afflictions et certains revers professionnels l'ont rendue triste et mélancolique! J'avais hâte à la fin de semaine, mais mon unique voisin a changé la vocation de sa ferme laitière, et c'est en compagnie de l'odeur de porc et du purin que je devais m'attabler pour boire mon café bien chaud! J'ai dû me résoudre à quitter.

### Un bonheur trop fragile

Mais c'est à ce moment-là que j'ai commencé à fuir le malheur.

Ce bonheur que vous avez si bucoliquement décrit et attendu n'est pas le vrai bonheur, car trop fragile et dépendant de la tempête que peuvent faire les autres dans nos vies. Le bonheur que j'ai maintenant, je l'ai trouvé en moi. J'ai changé ma façon de voir et de vivre. Oh! presque rien : écouter l'oi-



Daniel Laflamme

seau chanter en me rendant travailler le matin, regarder la fleur pousser au balcon du voisin, lever les yeux au ciel pour voir les nuages danser, fuir les gens désagréables et non respectueux, refuser les invitations sociales ennuyantes sous prétexte que « ça ne se refuse pas ». Eh! bien oui, ça se refuse des réunions animées où les autres me prennent uniquement et trop souvent pour le témoin de leur réussite et de leurs réalisations. À cela je préfère maintenant une soirée, seul, dans mon salon, avec un bon livre, en compagnie de mon chat. Je caricature, mais à peine!

Et c'est comme ça qu'à force de fuir les petits malheurs de la vie (car les grands on ne peut les éviter) j'ai compris que j'avais le pouvoir de dire non aux emmerdeurs. Je laissais plus de temps et de place aux plaisirs simples, à portée de main, souvent gratuits. Et on s'habitue vite à ne plus permettre à

personne de gâcher les mille instants de bonheur que l'on peut s'offrir en écoutant son coeur et il n'en tient qu'à nous, de prendre les moyens pour le choisir; envers et surtout contre toutes les normes, modèles et conditionnements de ce monde.

Oyez! Oyez!, j'ai un message pour tous les messieurs et madames Soulard : n'attendez pas demain, cherchez et trouvez ou inventez, aujourd'hui, dans la tâche ou le moment présent, la part de plaisir qui saura vous rendre heureux. Fuyez le malheur, le bonheur s'installera de lui-même et prendra sa place dans votre vie, car c'est vous qui en aurez le contrôle! Ça marche, croyez-moi!

À titre d'auteur de la lettre primée de la semaine, M. Laflamme recevra une copie laminée de cette page.

## Panique dans le gymnase!

GUY BÉLANGER

L'auteur est éducateur physique à l'école Sainte-Famille de Thurso.

« PANIC ROOM : chambre blindée construite dans les résidences luxueuses américaines dans lesquelles l'occupant peut se réfugier pendant un mois. »

Le film qui vient de prendre l'affiche dans les cinémas du Québec correspond, aux dires de son réalisateur, à l'esprit du temps et s'abreuve à la paranoïa ambiante et à cette obsession de la sécurité qui, plus que jamais, guide la vie des gens.

Presque simultanément, un article intitulé Éducation sans contact paraissait dans *Le Droit*. D'entrée, on mentionnait que la crainte de poursuites pour délits sexuels « forçait » les éducateurs physiques à délaissier l'enseignement des disciplines qui impliquent des contacts physiques directs avec les élèves. Un peu plus loin, on soulignait que lors des dix dernières années, le corps enseignant n'avait été victime que d'une seule poursuite.

De toute évidence, le loup est encore loin de la bergerie. Alors, pourquoi ce climat de panique dont les retombées équivaudraient, dans le domaine de la santé, à prôner l'abstinence sexuelle pour contrer la propagation du sida? L'esprit du temps qui nous inocule ce sentiment de peur permanent fait-il son oeuvre dans les écoles jusqu'à forcer (j'aurais préféré inciter) qui par qui le goût du risque devrait advenir à se retrancher dans une attitude de rectitude comportementale et à s'enfermer d'eux-mêmes dans une tour blindée?

Je suis moi-même éducateur physique au secondaire et, depuis quelques années, lors de rencontres et de discussions avec des collègues, j'ai cru flairer cette nouvelle tendance un peu frileuse axée sur la stérilisation de notre vie affective.

### Pulsions et désirs

Personnellement et malgré ce nouveau consensus, je me suis toujours refusé en vingt-huit ans de pratique d'adhérer à un quelconque *modus vivendi* basé sur la répression des affects qui me forcerait à mettre en veilleuse mes pulsions et mes désirs.

Cette nouvelle attitude de repli et de désengagement face à notre mission qui, je crois, doit en être une de mise en valeur du corps dans l'école en passant, entre autre, par le contact direct avec l'enfant, me fait beaucoup plus peur par ses effets pervers sur le dynamisme et la vitalité de nos rapports qu'une éventuelle et improbable poursuite.

Malgré ce nouveau péril en la demeure, je continue donc à être moi-même et à agir selon ma conscience dans mes rapports avec les élèves et à refuser que les nouvelles normes de notre société surjudicialisée me tiennent lieu de morale. Je refuserai toujours de limiter mes contacts aux gestes contrôlés en gardant sans cesse à l'esprit l'effet apaisant et réconfortant qu'a le moindre contact humain pour les enfants.

### Un paradoxe

Tout cela en me permettant de sourire du paradoxe qui veut qu'on ne touche plus aux élèves, qu'on garde nos distances et surveille nos paroles avec nos collègues féminins et que, pendant ce temps, à la CSCV, on reconnaisse les bienfaits du toucher corporel sur le bien-être des employés en engageant une massothérapeute à temps plein. Cherchez l'erreur!

Je termine en enjoignant les nouveaux membres de la profession d'assumer le beau risque qui veut que l'acte pédagogique passe d'abord et avant tout par la proximité et le contact de l'autre, en l'occurrence l'enfant que la vie contemporaine prive déjà suffisamment de nourriture affective. Bravez ce vent de panique, porteur de repli sur soi et d'individualisme, qui fragmente le tissu social et appauvrit les rapports individuels en nous confinant, comme le dit si bien l'apôtre de la communication D. Wolton, à l'état de « solitude interactive ».

*Panic room* : mur virtuel du bunker de l'isolement sécuritaire.

Éducateurs physiques, enrôlons-nous dans la résistance comme tous ceux qui, comme moi, pensent que le mal qu'on s'inflige à soi-même et au tissu social est pire que celui que nous voudrions éviter.

## Que fait-on pour les mères « nouvelles-nées »?

CÉLINE LEMAY

L'auteure est une sage-femme de Boucherville.

LE VIRAGE ambulatoire a mis en lumière une lacune de notre système de santé mais aussi une lacune de notre société : le soutien aux nouvelles mères, aux nouveaux parents.

Je crois que ce problème existait déjà même quand les femmes passaient quelques heures de plus en moyenne à l'hôpital, il y a plusieurs années. Le problème des mères qui se retrouvent à reprendre le collier deux, trois ou quatre jours après avoir accouché est le même : ça n'a pas de bon sens! Et pourtant combien de femmes ont eu et auraient encore « besoin » de quelques jours à l'hôpital. Pourquoi?

Pour avoir quelques jours « off », pour se reposer? En fait, le repos qui est offert aux femmes dans un hôpital n'est pas vraiment un repos physiologique : on n'est pas dans son lit, il fait trop chaud, il y a toujours du bruit, etc.

Le véritable repos qui est offert aux femmes lorsqu'elles sont hospitalisées et non malades, c'est un repos des responsabilités de la maison! Elles n'ont pas à être responsables de la nourriture, du ménage, des commissions, du lavage, des enfants, etc. Pour une fois que ce sont elles que l'on nourrit... Après tout, il s'agit d'une mère nouvelle-née. Mais au fait, comment se fait-il qu'il faille « hospitaliser » une femme qui vient d'accoucher pour en prendre soin?

Lorsqu'il n'y a pas de problème médical pour la mère ou pour son bébé, je ne vois pas pourquoi il faudrait hospitaliser la mère et son

enfant après la naissance. Demeurer à l'hôpital, être exposée et exposer son nouveau-né à de nombreux microbes, demeurer dans un lieu où il y a de plus en plus de problèmes de contrôle des infections? En fait, ce n'est pas très logique. L'hôpital est conçu pour les gens malades, pas pour ceux qui sont en santé. L'évolution du bébé, de sa mère et de la famille pourrait être suivie par bien d'autre monde que les pédiatres.

Des auxiliaires familiales seraient parfaitement capable d'offrir leurs services à la maison pour quelques jours. Aux Pays-Bas, des aides natales spécialement préparées pour la spécificité du post natal viennent aider les mères chez elles plusieurs heures par jour pendant les dix premiers jours après l'accouchement. Les hôpitaux ont de la difficulté à réaliser que la santé ce n'est pas seulement le corps et qu'elle n'appartient pas aux médecins.

Le « postnatal » n'est pas un problème médical, c'est un problème social. Ce n'est pas une question d'argent, c'est une question de solidarité sociale. Les pères sont présents à la naissance mais ont souvent des conditions de travail qui ne leur permettent de prendre que quelques jours après la naissance de leur enfant. Nous sommes dans une société basée sur la production et la performance, et où chaque activité doit donner des résultats visibles, comptabilisables et utiles.

Dans un tel contexte de performance, prendre soin d'un enfant ne semble pas valoir grand chose parce que ça ne paraît pas alors qu'en fait les parents sont en train de bâtir une cathédrale! Il y a déjà assez du temps de la grossesse où l'on surveille le comportement et la performance des femmes pour qu'elles « produisent » un beau bébé. On ne devrait pas continuer la même chose en « post natal ».

« Prendre soin d'un enfant ne semble pas valoir grand-chose. »

## Être « in » ou « out »?

LUCE C. DUBÉ

L'auteure est une Lavalloise.

PARTOUT C'EST la guerre, qu'elle soit réelle ou imaginaire. Elle transporte la violence, la haine, la vengeance. La terre entière est secouée par ces vibrations.

Nous avons la chance de vivre dans un pays où nous pouvons encore nous promener tranquillement dans la nature. Pourtant, nous préférons bien souvent aller au cinéma, regarder la télé ou jouer sur l'ordinateur pour y voir la violence sous toutes ses formes. Et, pour être sûrs que ces vibrations nous pénètrent, nous augmentons le volume.

Nos enfants, nos adolescents, pour être « in » jouent à la guerre sur le Nintendo ou sur l'ordinateur. C'est à celui qui inventerait la guerre la plus atroce, qui réussirait à tuer le plus de « méchants ». Ce n'est qu'un jeu, nous disent-ils, inconscients qu'ils sont. Et pourtant, ils vivent ainsi continuellement dans une forme de violence qu'ils transportent dans leurs rêves et qu'ils reproduisent dans leur vie par la pensée, par la parole et par leurs gestes.

C'est l'industrie du jeu, de la publicité, des loisirs qui a peur et qui s'imaginent qu'en

montrant la beauté, l'amour, la tendresse, l'entraide, elle serait « out ».

Aurons-nous le courage d'être ce que nous sommes? De cesser d'en regarder et d'en demander ou de se la laisser imposer cette violence?

Saurons-nous exiger que les milliards, qui servent à nourrir toute cette désolation, servent à nourrir, instruire, éduquer et guérir les êtres humains?

Oui, si nous acceptons d'être « out », de sortir de ce courant malsain.

Oui, quand les hommes (les plus grands consommateurs) n'auront plus peur et qu'ils refuseront de regarder, d'écouter et de reproduire la violence et, qu'avec les femmes, ils enseigneront à leurs enfants et à leurs petits-enfants des valeurs de respect, de tolérance, de patience, d'entraide et d'amour.

Oui, si nous exigeons des hommes et des femmes, que nous élisons pour nous représenter d'être le reflet de nos valeurs, afin de retrouver notre dignité et de vivre tous ensemble sur cette belle planète terre, la joie, l'harmonie, la paix, l'amour que nous éprouvons.



Luce C. Dubé entourée de ses petits-enfants, Benoît, Vincent, Francis et Mathieu.

PHOTO ALAIN ROBERGE, La Presse

# LA PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE

ENCORE PLUS QUE DU TALENT, DE L'INTELLIGENCE, MÊME DU GÉNIE, L'EXCELLENCE NAÎT DE L'EFFORT

## Pascal Charbonneau

**Le Montréalais de 18 ans est le nouveau champion d'échecs du Canada.**

JEAN-PAUL SOULIÉ

**L**undi dernier, le monde des échecs du Canada a couronné son nouveau champion. C'est un tout jeune Montréalais de 18 ans, Pascal Charbonneau, qui a remporté le championnat en battant à Richmond, en Colombie-Britannique, son compatriote du Québec, Kevin Spraggett. Charbonneau est ainsi devenu le plus jeune joueur d'échecs à être sacré champion du Canada. C'est lui qui représentera le Canada aux Championnats du monde qui se dérouleront à Londres au printemps de 2003.

Pascal Charbonneau est devenu Maître International cette année en réalisant les deuxième et troisième «normes» exigées pour l'obtention de ce titre. *La Presse* salue le plus jeune Maître International du Québec et nouveau champion du Canada, Pascal Charbonneau, et le nomme *Personnalité de la semaine*.

La vie d'un joueur d'échecs de très haut niveau ressemble à une joyeuse cavalcade autour du monde. Pascal Charbonneau est devenu membre de l'équipe olympique canadienne à Istanbul, en Turquie, en l'an 2000, et il réalisait du même coup la première norme pour le titre de Maître International. C'est au tournoi GMB des Bermudes en 2002 qu'il a réalisé la deuxième norme. C'est ensuite à l'Université d'État de Pennsylvanie, aux États-Unis, qu'il a obtenu la troisième. Et c'est de Vancouver que le nouveau champion du Canada, le Maître International Pascal Charbonneau, a accordé une interview téléphonique à *La Presse*.

«C'est une très bonne semaine, dit le jeune champion. D'ailleurs toute l'année a été bonne. Je suis venu à Vancouver pour suivre des cours de niveau universitaire en économie et en math et parce que j'ai des amis ici. Mais c'était surtout pour jouer davantage aux échecs.» Jusqu'à l'automne dernier, Pascal étudiait en sciences de la nature au collège Brébeuf où il a fait son

secondaire. Son séjour en Colombie-Britannique aura été fructueux, et sa progression plus rapide qu'il ne l'espérait lui-même. «Ça va me valoir beaucoup d'invitations un peu partout, mais surtout ce titre va m'aider à entrer dans une université américaine de mon choix. Cette semaine je vais en visiter plusieurs avant de me décider. Certaines offrent des programmes spéciaux, et comme champion du Canada, je vais avoir des tas d'avantages.»

Fils d'un actuaire et d'une professeur de l'UQAM en informatique, Pascal va peut-être étudier lui aussi en informatique. «Beaucoup de joueurs d'échecs sont tentés par cette discipline, dit-il. Sans doute parce que la «gesticulation cérébrale» est comparable. Aux échecs comme en informatique il faut faire fonctionner des paramètres ensemble. Mais je suis aussi intéressé par les langues, et par le journalisme. De toute façon, dans les universités américaines, on ne choisit réellement une spécialisation qu'en deuxième année.»

Prochaine étape dans la carrière de l'ancien champion du Québec toutes catégories : devenir Grand Maître International. Il se demande si le jour où il va y parvenir, il aura la même réaction que lors de sa victoire de lundi dernier. «J'ai été le premier surpris. J'ai sauté en l'air de joie, comme un joueur de tennis après un coup décisif. J'étais ému. C'est rare des réactions comme ça chez les joueurs d'échecs.» Le tennis, Pascal connaît bien. Il y joue depuis 1988, il a un diplôme d'instructeur de niveau 1 et 2 depuis trois ans et a été nommé l'athlète le plus utile à son équipe de tennis au collège Brébeuf en 2001. Musicien, il a également étudié le piano de 1990 à 1995, et il a obtenu un second prix au gala des lauréats du concours de musique de Vincent-d'Indy en 1992.

«Je suis d'une famille de cinq, déclare gentiment le jeune champion: j'ai deux sœurs et deux parents. Je vais revenir à Montréal pour les voir cet été, entre deux invitations à



«La vie est belle. Je voyage, je m'amuse beaucoup, mais ce sera sans doute difficile de faire ça toute une vie.»

des tournois». Il va retrouver aussi son entraîneur montréalais Richard Bérubé qui l'a eu comme élève à l'école Mont-Jésus-Marie depuis ses débuts, à l'époque où des dizaines d'enfants se pressaient dans des salles de cafétéria d'écoles pour des tournois acharnés, pendant que leurs parents débattaient sandwichs et fruits sur des tables encombrées par des amas de manteaux et d'habits de neige. Richard Bérubé a été son entraîneur privé depuis huit ans. «Pascal a appris à contrôler sa nervosité», dit le coach,

très fier de son poulain. L'élève a dépassé le maître : «Moi je suis Maître FIDE, avec une cote de 2375. Pascal est rendu à 2450. Aux championnats, le fait de ne pas être favori contre Spraggett et Lesiège lui a été favorable, il a eu le champ libre et a su en profiter».

«La vie est belle, conclut Pascal Charbonneau. Je voyage, je m'amuse beaucoup, mais ce sera sans doute difficile de faire ça toute une vie. C'est trop bohème. Je veux retourner aux études pour stabiliser ma vie.»



Revoyez toutes les  
personnalités de la semaine

[www.cyberpresse.ca/personnalites](http://www.cyberpresse.ca/personnalites)

[cyberpresse.ca](http://cyberpresse.ca)

Chaque minute compte